

**BAC 2026** : les résultats annoncés  
dimanche 12 juillet à partir de 10h **P5**



Fête  
de l'indépendance :  
Donald Trump  
félicite le président  
Tebboune **P2**

# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Jeudi 9 juillet 2026 / N° 1377 / PRIX 20 DA

Autorité portuaire, mécanisation agricole et programme «Sanaa»

## LE GOUVERNEMENT VEUT METTRE LES BOUCHÉES DOUBLES

*Pour Sifi Ghrieb et son gouvernement, il s'agit d'accélérer les réformes  
tracées dans les ports, l'agriculture et la formation des jeunes. **P2***



**MOHAMED MORDJANI, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU LOGEMENT : « LES AUTORITÉS COMPTENT  
MAINTENIR UNE CADENCE MOYENNE DE 400 000 LOGEMENTS LIVRÉS CHAQUE ANNÉE »**

**P7**



Terrorisme, narcotrafic  
et immigration clandestine  
**L'ANP RESSERRE L'ÉTAU**

**P16**

Sonatrach renforce sa présence sur le marché européen  
**PREMIÈRE LIVRAISON DE GNL  
ALGÉRIEN VERS L'ALLEMAGNE**

*Pour Sonatrach, le  
mémoirendum signé  
avec VNG AG s'inscrit  
dans la continuité  
des discussions  
engagées entre les  
deux partenaires  
dans le cadre du  
protocole d'accord  
signé en décembre  
2022. **P3***



# AUTORITÉ PORTUAIRE, MÉCANISATION AGRICOLE ET PROGRAMME «SANAA» Le gouvernement veut mettre les bouchées doubles

L'Exécutif était, hier en réunion, pour accélérer les réformes tracées dans les ports, l'agriculture et la formation des jeunes. Sous la présidence de Sifi Ghrieb, le conseil de gouvernement avait en effet à examiner et booster ces trois orientations stratégiques décrétées par le président de la République.

Des trois points d'importance inscrits à l'ordre du jour, celui relatif à la perspective d'une autorité portuaire revêt la projection d'une véritable révolution.

Et pour cause. Elle s'assigne des objectifs et des missions, foncièrement remodelées et complémentaires les uns des autres.

A ce plan, on en retiendra la décongestion et réduction des délais en limitant les temps d'attente en rade à un maximum de 24 heures tout en désengorgeant le port d'Alger et en redistribuant une partie du trafic vers d'autres ports du pays.

Vient ensuite, la gouvernance et coordination, de par une institution unifiée visant à éliminer les chevauchements administratifs et les dysfonctionnements, en supervisant toutes les opérations depuis l'accostage jusqu'au débarquement des navires. Et, enfin, la performance logistique dont le plan stratégique vise à transformer les ports algériens en pôles logistiques majeurs pour renforcer le commerce international et continental. Le Gouvernement a examiné la création d'une autorité portuaire, un conseil de la mécanisation

agricole et le programme «Sanaa» pour l'emploi des jeunes.

Il s'agira donc pour Sifi et son staff d'asseoir, vite et bien, le cadre juridique de la future institution chargée d'assurer les missions de service public de développement, d'entretien, de gestion, de préservation et de conservation du domaine public portuaire.

Autre point d'intérêt du conclave gouvernemental, l'examen d'un projet de décret exécutif portant création du Conseil national de la mécanisation agricole et fixant ses missions, son organisation et son fonctionnement.

Là également, et conformément aux directives du Président de la République, ce projet de texte vise à instituer un cadre national de gouvernance chargé de définir, coordonner et suivre la mise en œuvre de la stratégie nationale de mécanisation agricole, afin d'accélérer la modernisation du secteur agricole, de promouvoir le machinisme agricole, d'accroître la productivité des exploitations et de renforcer la souveraineté alimentaire du pays. Enfin, last but not least, l'Exécutif national a entendu



une communication sur le programme «Sanaa». Un dispositif opérationnel de formation des jeunes visant à leur fournir les compétences professionnelles requises sur le marché du travail. Il est à souligner que ce programme a pour objectif d'initier les jeunes à divers métiers et de développer leurs aptitudes profession-

nelles et techniques, à travers des formations, un mentorat et un accompagnement leur permettant d'explorer différentes professions et d'acquérir les compétences nécessaires à leur exercice.

A noter, et dans l'optique de permettre à toutes les catégories de bénéficier de ce programme, les horaires

de formation sont étendus aux soirs et aux week-ends. Cette initiative nationale répond aux besoins croissants de l'économie nationale en main-d'œuvre qualifiée et appui les politiques publiques favorisant la création de richesse et d'emplois, ainsi que l'encouragement de l'entrepreneuriat chez les jeunes. N. B.

## Fête de l'Indépendance : Donald Trump félicite le président Tebboune

Le président Tebboune a reçu hier, un message de félicitations de la part de son homologue américain, Donald Trump, à l'occasion de la Fête de l'Indépendance.

« Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu un message de félicitations du président des États Unis d'Amérique, M. Donald Trump, à l'occasion du 64e anniversaire de la fête de l'Indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale. Ce dernier lui a exprimé ses félicitations les plus sincères, souhaitant au peuple algérien davantage de progrès et de prospérité », a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. La même source a ajouté que « Le président américain a également souligné que les relations algéro-américaines ont connu, au cours de l'année écoulée, un renforcement et un développement accrus, saluant les progrès accomplis dans le cadre du partenariat bilatéral, notamment dans les domaines du soutien à la paix, à la sécurité et de la coopération dans la lutte contre le terrorisme. Il a de plus mis en avant l'essor de la coopération économique entre les deux pays, au service des intérêts communs des peuples algérien et américain ».

Dans le même sillage, il serait utile de rappeler qu'également le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, avait adressé auparavant un message de la même teneur pour la même circonstance.

Son message a été publié par l'ambassade des Etats-Unis en Algérie sur sa page Facebook.

«Au nom des États-Unis d'Amérique, j'adresse mes plus chaleureuses félicitations au gouvernement et au peuple algériens, à l'occasion du 64e anniversaire de la Fête de l'Indépendance de l'Algérie, célébrée le 5 Juillet», a écrit Marco Rubio à cette occasion.

## ALGÉRIE – ÉTATS-UNIS

# Sabri Boukadoum met en avant la nouvelle dynamique des relations bilatérales

PAR MAHREZ Z

La relation entre l'Algérie et les États-Unis est entrée dans « une nouvelle phase », marquée par un approfondissement du dialogue politique entre les deux pays, mais aussi par une volonté de renforcer les « échanges économiques, commerciaux et d'investissement » bilatéraux affirme l'ambassadeur d'Algérie à Washington, M Sabri Boukadoum, dans une interview accordée à USA Today, dans le cadre du dossier spécial consacré à l'Algérie par le média américain.

Pour notre ambassadeur à Washington, l'évolution de la relation bilatérale repose à la fois sur les « réformes engagées par l'Algérie pour améliorer l'environnement des affaires » et sur l'intérêt croissant d'entreprises américaines pour les opportunités offertes par le marché algérien. Boukadoum qui souligne que cette dynami-

que ne se limite plus au secteur énergétique, insiste sur la volonté de l'Algérie d'élargir la coopération avec les États-Unis à de nouveaux domaines. Il cite en particulier « l'agriculture et l'agro-industrie, les énergies renouvelables, les infrastructures, les transports, les mines, la gestion de l'eau, les technologies numériques, la santé, l'industrie et la logistique » comme autant de secteurs susceptibles d'accueillir des partenariats et des investissements américains.

Dans ce contexte, il met en avant notamment le projet de coopération dans la filière laitière, avec l'exportation vers l'Algérie d'un premier contingent de « 30 000 vaches laitières américaines, dans le cadre d'un programme plus vaste pouvant atteindre 240 000 têtes. Un programme qui illustre selon M Boukadoum, la nouvelle impulsion donnée aux relations économiques entre les deux pays. Selon lui, la stra-

tégie de diversification économique engagée par l'Algérie ouvre de larges perspectives pour les entreprises américaines qui voudraient s'implanter durablement sur le marché algérien.

L'ambassadeur met en avant également la « position géographique de l'Algérie, atout majeur pour les investisseurs américains. » Située au carrefour de l'Afrique, de l'Europe et du Moyen-Orient, l'Algérie recèle selon lui les atouts d'une « plateforme régionale » pour les entreprises souhaitant accéder à plusieurs marchés à partir d'un même point d'implantation. Une ambition qui s'appuie sur les nombreux investissements engagés par notre pays dans les infrastructures de base tels que les « ports, les aéroports, le rail, les routes et autres infrastructures logistiques ».

Sabri Boukadoum met aussi en avant les efforts entrepris dans le secteur du « numérique et

les nouvelles technologies ». Il explique que l'Algérie investit dans la digitalisation, les télécommunications et les infrastructures numériques, et qu'elle souhaite attirer des partenaires américains dans des domaines tels que « l'intelligence artificielle, le cloud, la cybersécurité et les technologies de pointe ».

L'ambassadeur met en avant les immenses progrès accomplis dans divers domaines grâce à la politique conduite par le président de la République M Abdelmadjid Tebboune, en soulignant notamment, les décisions prises pour améliorer le climat des affaires, renforcer la transparence et offrir davantage de garanties aux investisseurs. Sabri Boukadoum cite en particulier la « nouvelle loi sur l'investissement », un instrument destiné à simplifier les procédures, améliorer la lisibilité du cadre juridique et encourager les partenariats étrangers. ■

**L'EXPRESS**

Quotidien national  
d'information édité par la  
**SARL ADRA COM**  
Adresse : Maison de la  
presse Abdelkader Safir,  
02 Rue Farid Zouiouache,  
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz  
www.lexpressquotidien.dz  
Tél./Fax : 028 26 99 24  
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :

**NOURDINE BRAHMI**  
DIRECTEUR HONORAIRE:  
**ZAHIR MEHDAOUI**  
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION  
**RABAH YUCEF RABAH**

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:  
L'Entreprise Nationale de communication  
d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42  
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.rcgic@anep.com.dz  
Programation.rcgic@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ouargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

**Impression:**  
Société d'Impression  
d'Alger (SIA)  
**Diffusion:**  
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou  
tout autre document et illustration  
adressés ou remis à la Rédaction ne  
sont pas rendus et ne peuvent faire  
l'objet d'une réclamation.

SONATRACH RENFORCE SA PRÉSENCE SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN

# Première livraison de GNL algérien vers l'Allemagne

L'Algérie vient de franchir une nouvelle étape dans le renforcement de ses relations énergétiques avec l'Europe. Sonatrach a, en effet, réalisé sa première livraison de gaz naturel liquéfié (GNL) vers le marché allemand, marquant ainsi une avancée significative dans sa stratégie de diversification de ses débouchés gaziers. Cette expédition est la première de GNL algérien à destination de l'Allemagne depuis la mise en service des infrastructures allemandes dédiées à la réception de ce type de cargaison.

PAR MAHREZ Z

Dans un communiqué, Sonatrach indique qu'« dans le cadre de sa stratégie de diversification de ses exportations gazières, elle a réalisé, le 2 juillet 2026, sa première livraison de GNL à destination de l'Allemagne, au niveau du terminal flottant de regazéification de Wilhelmshaven ». Le groupe précise que cette cargaison a été chargée au complexe de liquéfaction GL22 de Bethioua avant d'être acheminée à bord du méthanier Tessala, propriété de Sonatrach. Selon le communiqué, cette opération « confirme la capacité du Groupe à saisir les opportunités offertes par les évolutions du marché international du gaz naturel, tout en renforçant la valorisation de ses ressources sur des marchés stratégiques à fort potentiel ». Elle illustre également « la flexibilité commerciale du Groupe ainsi que son engagement à consolider sa présence sur les principaux marchés énergétiques internationaux ». À travers cette première livraison, Sonatrach affiche clairement son ambition de développer durablement ses exportations vers le marché allemand. « Sonatrach entend poursuivre le développement de ses exportations vers ce marché, consolidant ainsi sa position de fournisseur clé et sa contribution au renforcement de la sécurité des approvisionnements énergétiques de l'Europe », souligne encore le groupe. Cette nouvelle étape s'inscrit dans une coopération énergétique engagée depuis plusieurs années entre Sonatrach et l'entreprise allemande VNG AG. En février 2024, les deux partenaires avaient conclu leur premier contrat d'approvisionnement en gaz naturel par gazoduc. Depuis, le gaz algérien est acheminé vers l'Allemagne via le gazoduc Trans-Med reliant l'Algérie à l'Italie, avant d'être



distribué grâce aux interconnexions du réseau gazier européen. Le partenariat entre les deux groupes ne se limite plus au seul gaz naturel. Il s'étend désormais aux nouveaux enjeux de la transition énergétique. Le 17 juin dernier, Sonatrach et VNG AG ont signé à Alger un mémorandum d'entente portant sur l'exploration d'opportunités communes dans le développement de l'hydrogène vert, de l'ammoniac vert, ainsi que des technologies destinées à réduire les émissions de méthane. À travers cet accord, les deux entreprises entendent créer de nouvelles synergies industrielles et lancer des projets concrets afin d'accompagner la décarbonation du secteur énergétique tout en renforçant leurs relations commerciales. Selon So-

natrach, ce mémorandum s'inscrit dans la continuité des discussions engagées entre les deux partenaires dans le cadre du protocole d'accord signé en décembre 2022, confirmant la volonté commune d'élargir leur coopération à de nouveaux segments énergétiques. Du côté allemand, ce rapprochement avec Sonatrach répond à une priorité stratégique : diversifier les sources d'approvisionnement énergétique du pays. Depuis la guerre en Ukraine et la crise énergétique qui a profondément bouleversé les marchés européens, Berlin multiplie les partenariats avec des fournisseurs jugés fiables afin de renforcer sa sécurité énergétique et de réduire sa dépendance à certaines sources traditionnelles d'approvisionnement. ■

LE MARCHÉ MONDIAL DU GNL SE REDESSINE

## Une nouvelle carte à jouer pour Sonatrach

Les perspectives du marché mondial du gaz naturel liquéfié (GNL) s'annoncent particulièrement favorables pour les prochaines années. Dans son dernier rapport, l'Union internationale du gaz (UIG) estime que « les perspectives de développement du marché du GNL restent très solides ». Cette tendance pourrait offrir à l'Algérie une belle opportunité de reconquérir des parts de marché et de valoriser davantage son potentiel d'exportation. Après une année 2025 marquée par un net recul des volumes exportés, près de deux millions de tonnes de moins qu'en 2024, les premiers mois de 2026 laissent entrevoir un changement de tendance. Les signaux émanant des principaux clients traditionnels témoignent d'un regain d'intérêt pour le GNL algérien, ouvrant la voie à une relance progressive des exportations. Une conjoncture que l'Algérie est appelée à mettre à profit en s'appuyant sur ses nombreux avantages compétitifs. Malgré le ralentissement enregistré l'an dernier, essentiellement imputé à une concurrence accrue sur le marché international, l'Algérie demeure un acteur de premier plan. D'après l'UIG, elle occupait en 2025 le neuvième rang des exportateurs mondiaux de GNL avec 9,7 millions de tonnes livrées, soit une part de mar-

ché de 2,2 %. Cette performance demeure toutefois en deçà des capacités réelles du pays. Le rapport rappelle que l'Algérie dispose de la septième plus importante capacité mondiale de liquéfaction, estimée à 25 millions de tonnes par an. Un potentiel encore largement sous-exploité qui pourrait être mobilisé à mesure que la demande internationale poursuit sa progression. Dans ce contexte, la croissance continue de la consommation mondiale de GNL crée des conditions favorables à un retour de la dynamique observée en 2023 et 2024. Les bouleversements géopolitiques au Moyen-Orient, qui redessinent progressivement les circuits mondiaux d'approvisionnement énergétique, renforcent davantage cette perspective. Aujourd'hui, le GNL algérien est présent sur neuf marchés internationaux. Sept se situent en Europe, la Turquie, la France, l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni, la Grèce et la Croatie, tandis que deux débouchés asiatiques, la Chine et la Corée du Sud, demeurent encore limités en volume mais offrent un potentiel de croissance non négligeable. La combinaison de plusieurs facteurs place aujourd'hui l'Algérie dans une position favorable. L'augmentation de la demande mondiale, la disponibilité d'importantes capacités de liquéfaction, la

progression de la production nationale de gaz ainsi que la proximité géographique des principaux marchés de consommation constituent autant d'atouts susceptibles de renforcer durablement sa position sur le marché mondial. À cela s'ajoute un contexte international marqué par des perturbations des circuits d'approvisionnement. La crise au Moyen-Orient pousse de nombreux importateurs à rechercher des fournisseurs alternatifs capables d'assurer des livraisons régulières et sécurisées. Selon l'UIG, « le conflit dans le Golfe a endommagé les infrastructures de GNL, assombri les perspectives des projets d'expansion de la région et exposé les acheteurs asiatiques à l'incertitude des flux ainsi qu'à une hausse des prix ». Le rapport souligne également que « le rôle essentiel du GNL en tant qu'amortisseur lors des précédentes crises énergétiques est aujourd'hui mis à rude épreuve ». Dans ce nouvel environnement, l'Algérie dispose d'une véritable carte à jouer. Sa proximité avec l'Europe, la fiabilité de ses infrastructures et la stabilité de ses livraisons peuvent lui permettre de renforcer sa présence auprès de marchés en quête de sécurité énergétique, alors que les prix du GNL continuent d'évoluer à des niveaux soutenus.

Y. R.

## Éditorial L'EXPRESS

### L'ALGÉRIE, L'AFRIQUE ET LE PLAN MATTEI

PAR MAHDI B

Deux ans après son lancement, le Plan Mattei pour le développement de l'Afrique arrive à une première étape d'évaluation par son initiateur, l'Italie. Initialement conçu pour 14 pays, ce projet porté par la présidente du Conseil des ministres italien, Giorgia Meloni, concerne aujourd'hui 24 États africains. Présenté comme un pont de coopération pour le développement du continent, le Plan Mattei entre désormais dans une phase de mise en œuvre concrète. À l'occasion de la présentation, fin juin, devant le Parlement italien, du troisième rapport annuel sur l'état d'avancement du Plan Mattei pour l'Afrique, le gouvernement italien a affirmé que le projet amorçait une phase pleinement opérationnelle, marquée par l'élargissement de son périmètre, une hausse significative des financements et une structuration plus poussée des partenariats. « Aujourd'hui, le Plan Mattei, reconnu comme une initiative d'envergure européenne et internationale, est une stratégie pleinement opérationnelle qui produit des résultats concrets », a déclaré Giorgia Meloni. La cheffe du gouvernement italien a précisé que « plus de 70 projets ont été lancés avec nos partenaires africains grâce à une architecture financière solide mobilisant des ressources publiques et privées ». Elle a réaffirmé la volonté de son pays de poursuivre cette dynamique afin de consolider « un modèle de coopération entre égaux, fondé sur le respect, la confiance mutuelle et le développement partagé ». Cette évolution est porteuse d'espoir pour les pays africains bénéficiaires, qui pourront compter sur des financements et un accompagnement technique italiens. Lors du dernier Sommet Italie-Afrique, organisé en février dernier en marge du Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, un climat d'optimisme s'était déjà dégagé autour de cette initiative. Le Plan Mattei vise à stimuler le développement économique de plusieurs pays africains tout en répondant aux intérêts stratégiques de l'Italie et, plus largement, de l'Europe. Le projet repose sur plusieurs axes prioritaires, notamment l'énergie, les infrastructures, le développement du capital humain et la gestion des migrations. Dans le domaine énergétique, Rome ambitionne de faire de l'Italie un véritable hub entre l'Afrique et l'Europe. Dans cette stratégie, l'Algérie occupe une place centrale grâce au gazoduc Enrico Mattei (TransMed), qui relie les champs gaziers de Hassi R'mel à l'Italie, via la Tunisie, avant d'alimenter le reste de l'Europe. La gestion des flux migratoires constitue également un pilier majeur du Plan Mattei. Le gouvernement Meloni entend renforcer les partenariats avec les pays africains afin de lutter contre l'immigration clandestine tout en favorisant le développement économique local. Membre de cette vaste initiative économique, politique et diplomatique, l'Algérie joue un rôle majeur dans les 76 projets déjà engagés, dont le financement dépasse les 6 milliards de dollars grâce à la mobilisation de la Banque africaine de développement (BAD), de la Banque mondiale et de plusieurs institutions financières européennes. Pour autant, Alger défend sa propre vision de la mise en œuvre du Plan Mattei. Lors du Sommet de l'Union africaine et du Sommet Italie-Afrique à Addis-Abeba, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a insisté sur les conditions nécessaires à la réussite d'un tel partenariat. Selon lui, « le succès du partenariat Italie-Afrique exige de faire du développement économique et social l'axe central de toute coopération », dans le respect de « la souveraineté nationale, des choix de développement de chaque pays, du renforcement de la coordination avec l'Agenda 2063 de l'Union africaine, ainsi que de la garantie d'un financement suffisant et d'une mise en œuvre efficace des projets ».

**Malgré un faible nombre de sièges**

## Le PT revendique une victoire politique

Le Parti des travailleurs (PT) a estimé que sa participation aux élections législatives avait permis d'atteindre les objectifs politiques qu'il s'était fixés, malgré le nombre limité de sièges obtenus. Pour le parti, la bataille électorale ne se résumait pas à une simple compétition pour des sièges, mais constituait avant tout une occasion de renforcer sa présence sur le terrain et d'être à l'écoute des préoccupations des citoyens. La secrétaire générale du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, a annoncé le lancement des préparatifs en vue des prochaines élections locales. Elle a assuré que son parti abordera cette échéance « avec force », en s'appuyant sur la même méthode adoptée lors des législatives, tout en appelant à une révision du système électoral et à l'ouverture d'un débat national afin de tirer les enseignements du dernier scrutin. S'exprimant lors d'une conférence de presse organisée ce lundi pour évaluer les résultats des élections législatives du 2 juillet, Mme Hanoune a indiqué que le parti avait transmis aux pouvoirs publics un rapport présentant son analyse des résultats et de leurs implications politiques. Elle a précisé que les préparatifs des élections locales avaient déjà commencé, aussi bien dans les wilayas où le Parti des travailleurs n'avait pas présenté de listes lors des législatives que dans celles où il était en lice. Selon elle, la dernière campagne électorale a permis au parti d'enregistrer un nombre important de nouvelles adhésions. « Nous participerons aux élections locales avec détermination, en conservant la même méthodologie, les mêmes principes et dans le strict respect des moyens légaux, à travers une campagne propre et intègre », a-t-elle affirmé. Sur le plan socio-économique, Louisa Hanoune a estimé que l'État avait fourni des efforts importants, tout en considérant que le marché continuait de connaître certaines dysfonctionnements liés à la spéculation et aux manipulations des prix. Elle a insisté sur le fait que « la dimension sociale demeure une ligne rouge ». La dirigeante du PT a également appelé les partis politiques, les organisations syndicales et les associations à assumer pleinement leur rôle face aux campagnes qu'elle qualifie d'hostiles menées depuis l'étranger. Elle a souligné que l'opposition faisait partie intégrante des institutions de l'État et qu'elle constituait un élément indispensable de la vie démocratique. Selon elle, l'absence de pluralisme politique et la domination d'une seule voix ne servent ni la société ni le pays. Évoquant le déroulement de la campagne électorale, Mme Hanoune a indiqué que les citoyens rencontrés par les militants du parti avaient fait état de difficultés dans la mise en œuvre de certaines décisions au niveau local. Elle a estimé que cette campagne avait permis de recueillir directement les préoccupations des citoyens et d'entendre « leurs cris de détresse », des préoccupations qui se sont, selon elle, confirmées le jour du scrutin. Elle est également revenue sur les raisons qui expliquent, à ses yeux, l'abstention d'une large partie de l'électorat. La secrétaire générale du Parti des travailleurs est également revenue sur les conditions dans lesquelles s'est déroulée la campagne électorale. Elle a affirmé que son parti et sa personne avaient fait l'objet d'« une campagne ignoble et diffamatoire » en raison des positions défendues durant cette période. Selon elle, cette campagne serait le fait de « réseaux liés au Makhzen, à l'entité émiratie ou encore de personnes politiquement, voire mentalement, déséquilibrées ». Elle a estimé qu'il s'agissait d'une campagne organisée, violente, systématique et incitative, menée à travers différents supports numériques. Mme Hanoune a notamment évoqué la rediffusion, durant la campagne, d'une vidéo datant de 2014 dans laquelle elle dénonçait ce qu'elle appelait à l'époque « l'oligarchie prédatrice ». Selon elle, cette republication n'avait rien de fortuit et visait à laisser croire qu'elle s'en prenait aux autorités actuelles. Elle a conclu en affirmant que son parti avait choisi de répondre exclusivement sur le terrain politique, « sans recourir à la violence verbale ni aux insultes », estimant que l'enjeu était avant tout de préserver le pays face à « ceux qui cherchent à le déstabiliser au service d'intérêts obscurs ».

R. N.

## APRÈS LE VERDICT DES URNES

# Le président Tebboune a les coudées franches pour former son gouvernement

La victoire de la majorité présidentielle aux législatives ouvre une nouvelle séquence politique. Avec une assise confortable à l'Assemblée populaire nationale, le président Abdelmadjid Tebboune dispose des conditions institutionnelles pour former un nouveau gouvernement et engager la mise en œuvre de son programme.

PAR BOUALEM B.

Le verdict des urnes offre au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, une marge de manœuvre confortable. Avec 304 sièges à l'Assemblée populaire nationale (APN), auxquels pourraient s'ajouter les voix de plusieurs députés indépendants, le chef de l'État dispose d'une solide majorité parlementaire, de nature à faciliter la conduite de la prochaine étape politique. Ce nouveau rapport de forces ouvre naturellement la voie, conformément aux dispositions de la Constitution, à la nomination d'un Premier ministre issu de la majorité présidentielle et à la formation d'un nouvel exécutif. Les textes sont explicites : lorsqu'une majorité présidentielle se dégage, le président de la République nomme un Premier ministre, chargé de proposer la composition du gouvernement et d'élaborer un plan d'action destiné à traduire le programme présidentiel en mesures concrètes. Conformément aux usages institutionnels, le gouvernement actuel devrait remettre sa démission dans les jours suivant la proclamation des résultats définitifs, attendus dans un délai de dix jours, afin de permettre la mise en place d'une nouvelle équipe gouvernementale après les consultations d'usage avec les forces politiques soutenant le



président de la République. Durant cette période transitoire, le gouvernement sortant continuera d'expédier les affaires courantes. Cette confortable majorité parlementaire n'efface toutefois pas une réalité politique importante : le faible taux de participation enregistré lors du scrutin. Cet élément pourrait tempérer les ambitions des partis victorieux au moment des négociations sur la répartition des portefeuilles ministériels et des responsabilités gouvernementales. Dans ce contexte, le président de la République dispose d'une plus grande latitude pour constituer une équipe gouvernementale fondée davantage sur les impératifs d'efficacité, de compétence et de mise en œuvre des réformes

sur les seuls équilibres partisans, afin d'apporter des réponses aux défis économiques et sociaux auxquels le pays est confronté.

Dès sa nomination et la formation du gouvernement, le Premier ministre devra élaborer le Plan d'action du Gouvernement, document qui fera office de véritable déclaration de politique générale. Conformément à l'article 106 de la Constitution, ce plan sera présenté devant l'Assemblée populaire nationale, qui en débatera avant de se prononcer par un vote. Le gouvernement pourra, si nécessaire, apporter des ajustements à son contenu à la lumière des observations formulées par les députés, en concertation avec le président de la République.

Une fois approuvé par l'Assemblée populaire nationale, le Plan d'action sera transmis au Conseil de la nation. La Chambre haute ne se prononce pas par un vote sur ce document ; elle en débat et peut formuler des recommandations destinées à enrichir la feuille de route gouvernementale. Ce cadre institutionnel, à la fois rigoureux et suffisamment souple, offre au prochain gouvernement les conditions nécessaires pour engager rapidement son action. Le véritable défi sera désormais de transformer cette majorité parlementaire en résultats concrets pour les citoyens, en conciliant cohésion politique, clarté des priorités et efficacité dans l'exécution des politiques publiques. ■

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

# Aouchiche dénonce une « crise de confiance »

Le premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, a estimé que le faible taux de participation aux élections législatives, qu'il qualifie d'« abstention électorale sans précédent », constitue « l'expression d'une profonde crise politique ». Selon lui, près de 80 % des électeurs se sont abstenus, auxquels s'ajoute le nombre élevé de bulletins nuls, représentant près d'un cinquième des votants. S'exprimant lors d'une conférence de presse consacrée à l'évaluation du scrutin, Aouchiche a également dénoncé des fraudes électorales. Il a affirmé que celles-ci avaient pris de nouvelles formes et qu'elles faisaient l'objet de recours déposés devant la Cour constitutionnelle, accompagnés, selon lui, de documents et d'éléments de preuve. Le dirigeant du FFS a attiré l'attention sur ce qu'il a qualifié de « profonde mutation des méthodes de fraude électorale ». Selon lui, alors que ces pratiques étaient autrefois perçues comme étant organisées au sommet de l'appareil de l'État, elles prennent désormais une dimension davantage locale, s'appuyant sur des réseaux d'influence, des groupes d'intérêts et des systèmes de clientélisme organisés.

Candidat à l'élection présidentielle de 2024, Youcef Aouchiche considère que la fraude est devenue plus sophistiquée et plus difficile à établir juridiquement, tout en étant plus aisée à soustraire aux mécanismes traditionnels de contrôle. Le Front des forces socialistes affirme, par ailleurs, détenir plusieurs documents attestant de ces irrégularités. Son premier secrétaire national a indiqué que les représentants du parti avaient relevé de nombreux dépassements dans une dizaine de circonscriptions électorales, notamment à Alger, Bouira, Sétif, Béjaïa, Sidi Bel Abbès, Chlef, Bordj Bou Arréridj, ainsi que dans plusieurs circonscriptions de la communauté nationale établie à l'étranger. À l'appui de ses accusations, Aouchiche s'est interrogé sur plusieurs faits qu'il juge préoccupants : « Comment expliquer l'interruption de la plateforme numérique de l'Autorité nationale indépendante des élections dans plusieurs wilayas au moment du dépouillement et de l'établissement des procès-verbaux ? Comment expliquer les taux de participation exceptionnellement élevés enregistrés dans certains bureaux de vote, alors que chacun connaît les niveaux réels de participation à

l'échelle nationale ? Comment expliquer l'inscription de personnes décédées parmi les votants, le vote de personnes dépourvues de procuration légale ou encore des cas de vote multiple ? » Le responsable du FFS a également évoqué plusieurs situations qu'il considère comme révélatrices d'irrégularités. Il a cité le cas de la wilaya de Béjaïa, où trois listes incomplètes auraient été autorisées à participer au scrutin, celui de Bouira, où plusieurs personnes, dont des candidats proclamés élus, ont été interpellées dans le cadre d'une enquête sur une présumée fraude électorale de grande ampleur, ainsi que celui de Sidi Bel Abbès, où, selon lui, des gonflements artificiels des chiffres et des tentatives d'achat de voix auraient été constatés et signalés par les militants du parti. Le premier secrétaire national du FFS a tenu à préciser que la dénonciation de ces pratiques ne relevait pas d'une volonté de remettre systématiquement en cause les institutions, mais répondait, selon lui, à « un devoir de responsabilité politique et morale », ainsi qu'à la défense d'un principe fondamental de toute démocratie : la sincérité du scrutin et le respect de la volonté populaire. Pour Youcef Aouchi-

che, les chiffres de la participation ne constituent pas de simples données statistiques. Ils traduisent, selon lui, « un message politique clair ». Lorsque près de huit citoyens sur dix choisissent de ne pas voter, cela dépasse, estime-t-il, le cadre d'une simple baisse de la participation pour devenir le signe d'une crise profonde de confiance, révélatrice du fait qu'une majorité de citoyens ne considère plus l'élection comme un véritable moyen d'influer sur les choix nationaux ou de participer à la prise de décision.

Enfin, rejetant les analyses qui imputent cette abstention massive aux seuls partis politiques, le dirigeant du FFS a estimé que la responsabilité incombe avant tout aux pouvoirs publics. Selon lui, la participation ne peut progresser que si chaque citoyen est convaincu que son vote peut réellement influencer les orientations politiques du pays. Cela passe, a-t-il conclu, par le renforcement des libertés, l'ouverture des espaces politique et médiatique à tous, l'égalité des chances entre les partis et les candidats, ainsi que par l'instauration d'une justice indépendante garantissant les droits constitutionnels de l'ensemble des citoyens. Y.R.

## PRODUCTION NATIONALE DES VACCINS

# Aït Messaoudène prône une feuille de route claire

L'Algérie veut développer sa production nationale de vaccins. Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a appelé à l'élaboration d'une feuille de route claire en vue de développer la production nationale dans le domaine des vaccins en adéquation avec les orientations nationales visant à renforcer la souveraineté sanitaire et à réduire la dépendance à l'égard de l'étranger.

PAR MERIEM KACI

Le ministre de la Santé a effectué mardi une visite à l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), où il a inspecté les différentes activités de l'institut, ses programmes scientifiques et de recherche, ainsi que « les projets stratégiques qu'il supervise dans les domaines de la santé publique, de la veille épidémiologique, du diagnostic en laboratoire et de la recherche scientifique », précise la même source.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Ait Messaoudene, a félicité les responsables et les cadres de l'Institut, à leur tête le directeur général, à la suite de la désignation de l'Institut Pasteur d'Algérie en tant que Centre régional d'excellence pour la biosûreté et la biosécurité pour la région de l'Afrique du Nord, estimant que cette « reconnaissance internationale constitue l'aboutissement du parcours remarquable accompli par l'Institut dans le développement de ses capacités scientifiques et techniques et reflète la confiance accordée aux compétences algériennes par les instances internationales spécialisées ». « Cette réalisation renforce la position de l'Algérie en tant qu'acteur régional dans le domaine de la sécurité sanitaire et ouvre de nouvelles perspectives de coopération scientifique, d'échange d'expertises et de renforcement des capacités en matière de biosûreté et de biosécurité à l'échelle régionale », ajoute le ministre.

Ce dernier a, par ailleurs, salué « le parcours de cette établissement de référence revêtant une importance stratégique », mettant en avant les compétences scientifiques et huma-



nes dont il dispose, tout en louant « son rôle central dans le soutien du système national de santé et le renforcement de la sécurité sanitaire du pays ». « La place qu'occupe l'Institut aux plans régional et international constitue un facteur de motivation pour poursuivre l'amélioration des performances, ancrer la culture de la qualité et encourager l'innovation et la recherche scientifique », a-t-il renchérit.

La consolidation de la souveraineté sanitaire étant une priorité absolue de l'État, le ministre de la Santé a insisté sur l'importance de passer à une « nouvelle étape » qui repose sur « la production nationale dans le domaine des vaccins, et ce, à travers l'introduction de techniques modernes ». Dans ce contexte, le ministre a

appelé à l'élaboration d'« une feuille de route aux contours clairs pour le développement de ce domaine stratégique, en adéquation avec les orientations nationales visant à renforcer la souveraineté sanitaire et à réduire la dépendance à l'égard de l'étranger ».

Pour relever ce défi, le ministre a précisé qu'il est indispensable de poursuivre « l'investissement dans une formation de qualité, de promouvoir la recherche scientifique et d'encourager l'innovation ». Il a également insisté sur la valorisation des compétences nationales que recèle l'Institut, afin de consolider la position de l'Algérie en tant que pôle de référence dans le domaine de la santé et de la recherche biomédicale à l'échelle de l'Afrique du Nord. Il a par

ailleurs, rappelé l'importance de « poursuivre l'adoption des normes internationales et l'ancrage de la culture de la qualité et de l'excellence au sein des différentes institutions sanitaires et scientifiques, de manière à garantir l'amélioration des performances et, partant, à relever le niveau des services fournis ». Au terme de la visite, le ministre a réitéré « l'appui du secteur aux différents projets de développement » ainsi que la volonté du ministère « d'accompagner cette institution dans son parcours vers davantage d'excellence scientifique aux plans régional et international, au service des objectifs de développement du système national de santé et de renforcement de la sécurité sanitaire du pays ». ■

## Numérisation

## Deux services lancés au profit des personnes aux besoins spécifiques

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a annoncé, hier, le lancement de deux nouveaux services numériques, en coordination avec le Haut-commissariat à la numérisation, via le portail national des services numériques, destinés aux personnes aux besoins spécifiques et aux bénéficiaires de l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS), indique un communiqué du ministère.

Les deux services « placent les principales procédures à la portée des bénéficiaires via un processus numérique simplifié », souligne la même source.

Ainsi, le service numérique lié à la carte des personnes aux besoins spécifiques « offre la possibilité de demander la carte pour la première fois, d'en modifier les données ou d'en demander un duplicata en cas de perte ou de détérioration ».

Le service numérique lié à la carte de l'AFS « offre la possibilité de solliciter la délivrance de la carte, d'en modifier les données ou d'en demander un duplicata en cas de perte ou de détérioration ».

Pour bénéficier de ces services, « il suffit de créer un compte via le portail national des services numériques pour accéder facilement et en toute sécurité aux services via le lien: <https://dzds.dz/ar-dz> », selon le communiqué.

Le lancement de ces deux services incarne « l'attachement du ministère à améliorer l'expérience du bénéficiaire, à fournir des services numériques plus faciles et rapides et à renforcer la qualité du service public, en veillant à le rapprocher davantage du citoyen pour mieux répondre à ses besoins ».

## Bac 2026

## Les résultats dévoilés ce dimanche



Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé que les résultats de l'examen du baccalauréat, session 2026, seront publiés le dimanche 12 juillet 2026 à partir de 10h00. Dans un communiqué rendu public hier, le ministère précise que les candidats scolarisés pourront consulter leurs résultats au niveau des établissements scolaires. Ils pourront également y accéder via le site de l'Office national des examens et concours (ONEC), l'espace dédié aux parents d'élèves, ainsi que par SMS gratuit au 567 auprès des trois opérateurs.

De leur côté, les candidats libres pourront consulter leurs résultats sur le site de l'ONEC ou via le même service de SMS gratuit.

## Amélioration de la gestion du service public du secteur Plusieurs dossiers examinés

Le ministre de la Santé M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene a présidé une réunion ayant regroupé des cadres de l'administration centrale et de représentants des professionnels du secteur, consacrée à l'examen de nombre de dossiers organisationnels, visant à améliorer la gestion du service public de la santé, a indiqué hier un communiqué du ministère. La réunion, tenue mardi, a regroupé des cadres de l'administration centrale et de représentants des professionnels de la santé, tous corps confondus, notamment les professeurs hospitalo-universitaires, les médecins, les médecins résidents, les médecins spécialisés, les sages-femmes, le personnel paramédical et les assistants médicaux en anesthésie-réanimation, précise la même source.

Cette rencontre a été consacrée à l'examen de plusieurs « dossiers organisationnels visant à améliorer le service public de la santé, pour ne



citer que le respect du système de garde et du repos compensatoire ainsi que l'amélioration des conditions de travail des personnels du secteur », ajoute le communiqué. Lors de la réunion, le ministre a souligné qu'une « prise en charge optimale des patients et l'amélioration des performances des établissements de santé passent nécessairement par l'amélioration des conditions de travail des

personnels et le respect du système de garde et du repos compensatoire, conformément aux cadres légaux et réglementaires en vigueur ». Une telle démarche est, selon lui, à même de garantir la répartition optimale des gardes et une gestion efficiente des ressources humaines, tout en tenant compte des spécificités de chaque spécialité et structure sanitaire. A cet égard, M. Messaoudene a rappelé les missions

de la commission nationale d'évaluation, chargée « de l'évaluation et de l'accréditation des établissements de santé, en tant que mécanisme essentiel pour ancrer les normes de qualité, renforcer la gouvernance et améliorer les performances au sein des établissements de santé ». Il a également appelé à la nécessité de dégager des recommandations concrètes et applicables sur le terrain, à même d'améliorer le cadre du travail, de renforcer la protection du personnel du secteur et de rehausser la qualité des prestations de santé.

Au terme de la réunion, le ministre a donné une série d'orientations visant à « renforcer la coordination entre l'administration centrale et les établissements de santé », réaffirmant « la poursuite des rencontres de concertation, en vue de garantir l'amélioration des performances et du niveau de prise en charge des patients ».

## Sonelgaz

# Mise en service d'une station de réduction de pression pour le projet de **Gara Djebilet**

Le groupe Sonelgaz a annoncé hier la mise en service d'une station de réduction de pression (ou postes de détente) au niveau du projet de Gara Djebilet à Bechar. Cet équipement vise à sécuriser et optimiser l'approvisionnement en gaz naturel en permettant de convertir le gaz haute ou moyenne pression (entre 20 et 70 bars) en basse/moyenne pression pour la distribution publique et les zones industrielles.



FATIHA A.

«**D**ans le cadre de son engagement à soutenir les grands projets stratégiques nationaux et à jouer un rôle essentiel dans le développement économique et le renforcement de la sécurité énergétique nationale, Sonelgaz – Transport de Gaz a mis en service une station de réduction de pression dans la zone de Toumiat, dans la wilaya de Béchar, pour son client industriel, FERRAL», a indiqué hier Sonelgaz dans un communiqué. Cette réalisation marque une nouvelle étape importante dans les efforts du Groupe Sonelgaz pour fournir l'infrastructure énergétique nécessaire au succès des grands projets, notamment l'exploitation et le développement de la mine de Gara Djebilet. Cette mine est l'un des projets miniers les plus importants et stratégiques d'Algérie et devrait être un moteur essentiel de la diversification de l'économie nationale et du renforcement de l'industrie locale. La nouvelle station garantira un approvisionnement régulier et sûr en gaz naturel au complexe industriel de FERRAL,

principal partenaire industriel du projet Gara Djebilet, assurant ainsi les conditions énergétiques nécessaires à la continuité de l'activité industrielle et à la réalisation des objectifs de production de ce projet. «Cette installation a été réalisée selon les normes techniques les plus exigeantes et est raccordée à un gazoduc de 71 cm (28 pouces) d'un débit de 15 000 mètres cubes standard par heure, garantissant ainsi la satisfaction des besoins énergétiques de la première phase du projet» ajoute Sonelgaz. Cette réalisation témoigne de la grande efficacité des équipes de transport de gaz de Sonelgaz et de leur capacité à mener à bien des projets stratégiques dans les délais impartis. Elle souligne également le rôle essentiel du groupe en tant que partenaire clé de l'État dans la réalisation de grands projets nationaux, grâce à la fourniture d'infrastructures énergétiques modernes et fiables qui soutiennent la dynamique de développement de l'Algérie. Les stations de réduction de pression (ou postes de détente) sont des infrastructures qui permettent de faire passer le gaz naturel du réseau de transport haute pression—allant jusqu'à 70 bars—à une pression plus faible (allant

de 20 bars pour les turbines industrielles jusqu'à quelques millibars pour le réseau domestique). Les stations de détente et de réduction de pression fournies par le groupe public Sonelgaz sont composées des équipements suivants : un système de filtration et de séparation qui est destiné à débarrasser le gaz des liquides en suspension et des impuretés, des lignes de détente qui sont composées de régulateurs qui abaissent progressivement la pression de la canalisation, un système de comptage et d'analyse pour mesurer le volume de gaz distribué et s'assurer de sa qualité et des systèmes de sécurité comme les soupapes de sûreté et vannes de sectionnement automatique en cas de surpression ou de fuite. Dans la région de Bouarfa (et à l'échelle nationale), ces postes alimentent les agglomérations urbaines, les clients industriels ainsi que les Centrales Électriques via des conduites adaptées. La mise en service d'installations énergétiques à Gara Djebilet par Sonelgaz s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement logistique du méga-projet minier. Si vous pensez aux infrastructures gazières ou aux postes de transformation électrique pour la mine.

## SAIDAL

# Signature de **deux conventions** avec des établissements universitaires

Le Groupe Saidal a signé, les 6 et 7 juillet courant, deux conventions-cadres de partenariat et de coopération avec l'Université de Tipasa et l'École nationale supérieure vétérinaire (ENSV), en vue de renforcer la coopération dans les domaines de la recherche scientifique, du développement et de l'innovation, a indiqué mardi un communiqué du groupe, selon l'APS. Ces deux conventions ont été signées par le directeur général du groupe Saidal, le professeur Mourad Belkhef, le

recteur de l'Université de Tipasa, le professeur Mohamed Hadidi, et la directrice de l'ENSV, Mme Sonia Bessalem, précise la même source. Elles visent à concrétiser des projets de recherche communs, à échanger les expertises et les compétences, et à encadrer et former les étudiants et les chercheurs, ainsi qu'à organiser des colloques, des ateliers et des activités scientifiques, notamment dans les domaines de l'industrie pharmaceutique, de la médecine vétérinaire et des biotechnologies. Les ren-

contres ayant réuni les responsables du groupe Saidal avec des enseignants et des chercheurs des deux établissements ont été l'occasion d'examiner les perspectives de coopération et les moyens de développer des projets communs dans les domaines de la recherche scientifique, de l'innovation et de la formation, de manière à renforcer le partenariat entre l'université et l'entreprise économique et à contribuer au développement des compétences nationales, conclut le communiqué. **R.E.**

## TRAVAUX PUBLICS

### Le groupe GITRA appelé à améliorer ses performances

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, a présidé, mardi à Alger, les travaux de l'Assemblée générale ordinaire du Groupe d'infrastructures des travaux routiers et ouvrages d'art (GITRA), consacrée à l'approbation des comptes sociaux du

groupe au titre de l'exercice 2025, indique un communiqué du ministère, selon l'APS. La réunion, tenue en présence des représentants du ministère des finances, et de l'industrie ainsi que des commissaires aux comptes, a également porté sur l'examen des résultats réalisés durant la précédente période, et sur l'évaluation des indicateurs de performance financière et technique du groupe et de ses filiales, à la lumière des objectifs fixés, ajoute le communiqué. A cette occasion, le ministre a souligné la nécessité d'améliorer les performances du groupe et d'optimiser l'utilisation des moyens disponibles, tout en veillant au strict respect des délais de

réalisation et des normes de qualité, à même de renforcer sa contribution à la concrétisation des projets du secteur et de répondre aux exigences du développement socioéconomique. Le groupe GITRA compte 18 filiales activant dans les domaines de la réalisation de routes, d'ouvrage d'art, de travaux d'aménagement et de raccordement aux différents réseaux, outre l'aménagement des espaces verts, devenant l'un des principaux groupes nationaux actifs dans la réalisation des infrastructures et le soutien à l'économie nationale, conclut le communiqué. **R.E.**

**1RE ÉDITION  
DU SALON  
INTERNATIONAL  
DE L'HABITAT ET  
DE L'IMMOBILIER  
(LOGIM EXPO)  
Plus de 70  
exposants  
attendus à Oran**

Plus de 70 exposants prendront part à la première édition du Salon international de l'habitat et de l'immobilier (Logim Expo), prévue du 15 au 19 juillet au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran, ont indiqué, hier, des organisateurs. Organisé à l'initiative de l'agence Ultimate Station, en partenariat avec Numidia Publicité, cet événement réunira les principaux acteurs des secteurs de l'habitat et de l'immobilier, notamment des promoteurs immobiliers, des entreprises publiques et privées de réalisation, des bureaux d'études et d'architecture, ainsi que des établissements financiers et des compagnies d'assurance. Des représentants de plusieurs ambassades accréditées en Algérie y prendront également part, a indiqué le commissaire du Salon, Mohamed Yacine Khechaï, dans une déclaration à l'APS.

Selon le même responsable, cette rencontre économique se veut un espace d'exposition des dernières innovations dans les domaines de l'habitat et de l'immobilier, tout en favorisant le développement de partenariats entre les différents opérateurs. Elle permettra également au public de découvrir les nouvelles tendances architecturales, les technologies liées aux maisons intelligentes, ainsi que des solutions immobilières adaptées aux différents profils d'acquéreurs, en fonction de leur pouvoir d'achat. Placée sous le slogan «Été, Habitat», cette première édition se tiendra durant cinq jours, en coïncidence avec la saison estivale. Elle offrira aux visiteurs, notamment aux membres de la communauté nationale établie à l'étranger, l'opportunité de s'informer sur les possibilités d'investissement dans le secteur de l'habitat, à travers l'acquisition de logements promotionnels ou l'inscription aux programmes immobiliers actuellement en cours de réalisation dans la wilaya d'Oran. Khechaï a ajouté que plusieurs promoteurs immobiliers proposeront, à cette occasion, des offres promotionnelles et des réductions sur les prix des logements achetés ainsi que sur ceux commercialisés en vente sur plan, afin d'encourager les membres de la diaspora nationale souhaitant investir dans l'immobilier en Algérie. Le programme du Salon prévoit également des rencontres d'affaires (B2B) entre opérateurs économiques, ainsi qu'un cycle de conférences consacrées à plusieurs thématiques, notamment l'environnement et les maisons intelligentes, les technologies modernes de la construction, l'architecture, l'esthétique des programmes de l'habitat, l'aménagement urbain et les espaces verts, ainsi que d'autres questions liées au développement du secteur.

# MOHAMED MORDJANI, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU LOGEMENT: « les autorités comptent maintenir une cadence moyenne de 400 000 logements **livrés chaque année** »

Entre 2020 et 2025, plus de 2,1 millions de logements, toutes formules confondues, ont été livrés à travers le pays. Pour la seule année 2025, plus de 395 000 logements ont été distribués. L'objectif fixé pour la période 2025-2029 est particulièrement ambitieux avec la réalisation de deux millions de logements. Pour atteindre cette cible, les autorités comptent maintenir une cadence moyenne d'environ 400 000 logements livrés chaque année.

FATIHA A.

**C'**est avec ces chiffres que s'est exprimé, hier, le directeur général du logement au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Mordjani, sur les résultats du secteur, lors de son intervention à la radio chaîne 3.

Il a rappelé que « la loi de finances 2026 confirme cette orientation en consacrant un important programme comprenant 300 000 logements en location-vente, 10 000 logements publics locatifs et 40 000 aides à l'habitat rural. L'ensemble de ces programmes est entièrement financé par l'État, qui prend également en charge les travaux de viabilisation, les réseaux d'alimentation en eau, en gaz et en électricité ainsi que les infrastructures publiques nécessaires. »

Selon l'intervenant, la dernière opération de distribution des logements, lancée le 05 juillet, comprend plus de 42 000 logements publics locatifs destinés aux familles dont les revenus sont inférieurs à 24 000 dinars, 11 914 logements en location-vente, plus de 76 000 aides à l'habitat rural, plus de 30 000 aides à la construction dans le cadre des lotissements sociaux, près de 9 900 logements promotionnels aidés ainsi que plus de 7 000 logements promotionnels libres réalisés par différents promoteurs.

M Mordjani, a indiqué que « cette opération s'inscrit dans la stratégie nationale visant à garantir un accès équitable au logement sur l'ensemble du territoire », rappelant que « tous les programmes concernent indistinctement les wilayas du Nord, des Hauts-Plateaux et du Sud. » Au-delà des chiffres, la nouvelle approche repose, selon lui, sur « une conception globale de l'aménagement urbain. L'objectif n'est plus seulement de construire des logements, mais de créer des villes complètes offrant un cadre de vie équilibré. » Pour M Mordjani, cette vision s'est illustrée lors de l'inauguration du nouveau pôle urbain Taleb Ahmed Ibrahim, à Rahmania, dans la nouvelle ville de Sidi Abdellah. Ce nouveau quartier comprend 10 507 logements en location-vente ainsi que de nombreux équipements publics, notamment des établissements scolaires, des structures de santé, des services de sécurité, deux centres commerciaux, des commerces de proximité et plus de 14 hectares d'espaces verts et de détente. Pour M Mordjani, « ces équipements ne constituent pas un simple complément, mais une composante essentielle de la politique de développement urbain. Les commerces sont déjà attribués et pourront ouvrir progressivement dès l'installation des nouveaux habitants, tandis que plusieurs administrations ont déjà aménagé leurs



bureaux afin d'assurer la continuité des services publics. » Le coût de réalisation de ce pôle urbain illustre l'ampleur de l'investissement public. Les logements ont nécessité un financement de 42 milliards de dinars, auxquels s'ajoutent 17 milliards de dinars consacrés à la viabilisation et 3 milliards de dinars pour les équipements publics. Au total, le coût moyen d'une unité de logement, incluant l'ensemble des infrastructures, est estimé entre 5,5 et 5,8 millions de dinars. Le directeur général du logement insiste également sur « la nécessité de préserver ce patrimoine collectif ». Il rappelle que « la gestion des parties communes des immeubles est encadrée par une réglementation spécifique » et appelle les bénéficiaires « à contribuer activement à l'entretien des cages d'escaliers, des espaces verts, des terrasses et des différents équipements afin de garantir la pérennité de ces nouvelles cités. » Par ailleurs, il dira que « le ministère travaille à éliminer progressivement l'image des quartiers-dortoirs en assurant une synchronisation entre la réalisation des logements et celle des équipements publics. Les infrastructures éducatives, sanitaires,

commerciales et administratives sont désormais programmées parallèlement aux projets immobiliers afin que les nouveaux quartiers soient pleinement opérationnels dès leur mise en service. » Cette démarche repose, selon lui, sur « une meilleure maîtrise du foncier ». Le ministère prévoit la création de 47 nouveaux pôles urbains à travers le territoire national, dont plusieurs sont déjà en cours de viabilisation. L'objectif est d'offrir des réserves foncières suffisantes pour accueillir les futurs programmes de logements tout en garantissant une planification urbaine cohérente. Enfin, M Mordjani rappelle que « l'accès au logement demeure fondé sur des critères transparents ». Les conditions d'éligibilité reposent essentiellement sur « l'absence de bénéfice antérieur d'une aide de l'État ou de la propriété d'un terrain constructible ». Les différentes formules proposées permettent ainsi de répondre aux besoins de toutes les catégories de citoyens, qu'il s'agisse du logement public locatif, de la location-vente, du logement promotionnel aidé, de l'habitat rural ou encore des lotissements sociaux.

## Conseil africain de l'intelligence artificielle

Zerrouki prend part à la deuxième réunion

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a participé à la deuxième réunion du Conseil africain de l'intelligence artificielle, qui s'est tenue en marge du sommet AI for Good Global Summit. Co-présidée par l'initiative Smart Africa et des ministres africains du numérique, elle a réuni des dirigeants de gouvernements et de l'industrie technologique. Selon un communiqué du ministère, publié hier sur sa page officielle facebook, cette réunion a marqué « le lancement officiel des travaux du Conseil par l'adoption d'une feuille de route et d'un plan d'action pour les deux prochaines années, ainsi que par la mise en place de six comités spécialisés chargés de la mise en œuvre des piliers de la Stratégie africaine pour l'intelligence artificielle ». Lors de cette session, les membres ont pris connaissance des avancées du groupe de travail depuis sa première réunion à Barcelone. Ils ont validé une feuille de route stratégique pour les deux prochaines années axée sur les six piliers. Il s'agit de renforcer la puissance de calcul sur le continent, soutenir des écosystèmes de données souverains et interopérables, établir des cadres réglementaires et lancer l'Index de gouvernance de l'IA, former au moins 3 millions d'Africains aux compétences en IA d'ici trois ans. Investissements, mobiliser des financements à l'échelle continentale et déployer des applications adaptées aux priorités africaines. Il convient de noter que M Zerrouki dirige une délégation de haut niveau au Dialogue mondial sur la gouvernance de l'IA, organisé sous l'égide des Nations Unies à Genève. Cette participation témoigne de l'engagement de l'Algérie à contribuer à l'élaboration d'un cadre international équilibré pour la gouvernance de l'IA, un cadre qui favorise le développement durable, préserve la souveraineté nationale et sert les intérêts communs de la communauté internationale. Le Conseil africain de l'intelligence artificielle (IA), lancé par Smart Africa en collaboration avec l'Union africaine, a pour rôle central d'accélérer l'adoption de l'IA de manière souveraine, inclusive et responsable sur le continent. Il œuvre à faire de l'Afrique un acteur conceptuel et industriel, et non un simple consommateur technologique. Ses missions fondamentales concernent à harmoniser les cadres juridiques et élaborer des réglementations supranationales pour anticiper les enjeux éthiques de l'IA, développer des infrastructures partagées et des bases de données adaptées aux réalités et aux valeurs culturelles africaines, promouvoir la formation massive et inclusive pour développer le capital humain et former une nouvelle génération de talents et appuyer la mise en œuvre de la Stratégie Continentale sur l'Intelligence Artificielle pour stimuler l'innovation et la compétitivité dans des secteurs clés tels que la santé, l'éducation et l'agriculture.

F.A.

## L'or chute de plus de 1 % tandis que le pétrole bondit

**Les** cours de l'or ont reculé de plus de 1 % hier après que le président américain Donald Trump a déclaré qu'un accord de paix intérimaire avec l'Iran était « terminé », propulsant les prix du pétrole à la hausse et ravivant les craintes d'inflation et de relèvement des taux d'intérêt, selon zonebourse.

L'or au comptant a cédé 1,1 % à 4 061,32 dollars l'once à 11h45 GMT, son plus bas niveau depuis le 2 juillet. Les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en août ont chuté de près de 2 % à 4 074,20 dollars l'once.

Les prix du pétrole ont bondi de plus de 6 %

après que Donald Trump a affirmé que le protocole d'accord signé avec l'Iran en juin pour mettre fin à leur conflit de quatre mois était « caduc », ajoutant qu'il ne souhaitait pas s'engager avec Téhéran.

La flambée des prix du pétrole ravive les craintes d'un pic d'inflation, ce qui pourrait influencer les décisions de politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) lors de ses prochaines réunions, a déclaré Giovanni Staunovo, analyste chez UBS, ajoutant que l'attention se porte désormais sur d'éventuelles perturbations supplémentaires de l'offre de pétrole dans les semaines à venir.

Plus tôt, les Gardiens de la révolution iraniens ont déclaré avoir visé des bases militaires américaines à Bahrein et au Koweït, suite à des frappes américaines sur l'Iran et à la révocation d'une licence permettant au pays de vendre son pétrole. Bien que l'or soit considéré comme une couverture contre l'inflation, la perspective de taux d'intérêt plus élevés visant à juguler cette inflation tend à peser sur le métal jaune, qui ne génère aucun rendement.

Les marchés anticipent actuellement une probabilité de 68 % pour une hausse des taux américains en septembre, contre 62 % mardi, selon

l'outil FedWatch du CME.

«L'or restera sous pression lors des prochaines séances, avec une probabilité croissante de nouveaux plus bas pour 2026 dans un contexte de tensions géopolitiques accrues et de paris sur une hausse des taux de la Fed », a déclaré Nikos Tzabouras, analyste de marché senior chez Tradu.com, propriété de Jefferies.

Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a chuté de 2,1 % à 58,78 dollars l'once, le platine a reculé de 3,8 % à 1 578,91 dollars et le palladium a plongé de 4,5 % à 1 220,01 dollars.

R.E.

## MOSTAGANEM

Plusieurs **projets** de développement mis en service

La wilaya de Mostaganem a procédé à la mise en service et au lancement de plusieurs projets de développement visant à améliorer les réseaux d'eau et de gaz, les infrastructures sanitaires ainsi que les équipements de transport et de sécurité routière.



Plusieurs projets de développement ont été mis en service, récemment dans différentes communes de la wilaya de Mostaganem, dans le cadre du programme de célébration du 64e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et du Recouvrement de la souveraineté nationale. Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, accompagné des autorités civiles et militaires, ainsi que de représentants de la famille révolutionnaire, a inauguré le projet de raccordement du quartier Terfas, dans la commune de Bouguirat, au réseau de gaz naturel, pour un coût de plus de 5,7 millions de DA. Ce projet a consisté en la réalisation d'un réseau de 1,9 km, permettant le raccordement d'une centaine de familles à cette source d'énergie. Dans la même commune, le village de Mâamria a bénéficié de la réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 500 mètres cubes,

destiné à renforcer l'alimentation en eau potable et à améliorer le service public de distribution de l'eau, pour une enveloppe financière de 27 millions de DA. Un vaste projet de réhabilitation des réseaux d'alimentation en eau potable a également été lancé au profit du village de Mâamria et de cinq villages voisins de la région d'Ouled Chafaâ. Doté d'un budget de 16 millions de DA. Il prévoit la réalisation d'un réseau de 11 km et le raccordement d'environ 150 logements. Dans la commune de Oued El Kheir, la polyclinique a été remise en service après une opération de réhabilitation d'un montant de 20 millions de DA. L'établissement a été doté de deux services dédiés aux urgences, ainsi qu'à la protection maternelle et infantile, en plus d'un laboratoire de radiologie et d'un laboratoire d'analyses médicales. A Aïn Tedlès, une cellule de proximité de solidarité a été inaugurée. Cette structure

couvre les daïras d'Aïn Tedlès et de Kheireddine, regroupant cinq communes, pour un coût de 2,6 millions de DA. A cette occasion, le wali et la délégation qui l'accompagnait ont rendu visite au moudjahid Kaddour Belarbi, âgé de 96 ans, à son domicile, où il a été honoré en reconnaissance de son engagement durant la Guerre de libération nationale et de sa contribution au secteur de l'éducation après l'indépendance. Dans le cadre du renforcement des infrastructures et de l'amélioration des services publics, notamment en matière de transport et de sécurité routière, le wali a également donné le coup d'envoi des travaux de réhabilitation du chemin de wilaya 24, pour un montant de 52 millions de DA, et suivi une présentation technique relative au projet de réalisation de deux passerelles piétonnes à Mostaganem, doté d'une enveloppe de 91 millions de DA.

## EL BAYADH

## Lancement de plusieurs projets dans divers secteurs

Plusieurs projets de développement ont été inaugurés et lancés, mardi dans la wilaya d'El Bayadh, dans le cadre de la célébration du 64e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale. A cette occasion, les autorités locales civiles et militaires, accompagnées de représentants de la famille révolutionnaire, ont procédé, dans la commune de Boualem, à l'inauguration d'un centre de proximité de stockage des céréales d'une capacité de 50.000 quintaux, à la pose de la première pierre d'un bureau de poste et au lancement des travaux de réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 1.000

mètres cubes. Au niveau de l'ensemble résidentiel «Chahid Boukhobza Bouhafs», relevant de la commune de Ghassoul, le coup d'envoi a également été donné pour la réalisation d'un réservoir d'eau de 250 mètres cubes. Dans la commune de Stiten, les autorités ont lancé les travaux de réalisation et d'équipement de deux salles de classe d'extension à l'école «Djebara Cheikh». Elles ont également mis en service un marché de proximité couvert, tout en remettant aux commerçants les décisions d'attribution leur permettant d'y exercer leurs activités. Par ailleurs, les travaux de réalisation d'une cantine scolaire à l'école «Badji Ahmed» ont été lan-

ces. Dans cette même commune, les autorités ont aussi donné le coup d'envoi aux travaux d'extension et de renouvellement du réseau d'assainissement, visant à éliminer les points noirs, ainsi qu'à un projet d'aménagement urbain touchant plusieurs quartiers Enfin, au niveau du hameau rural de Ourikissa, toujours dans la commune de Stiten, les autorités ont mis en service le projet de revêtement et de bitumage de la route communale reliant les villages d'Ourikissa et de Sidi Nacer, sur une distance de 5,5 km, tout en lançant les travaux de réalisation d'un forage profond au profit du hameau rural de Oued El Hadjel.

## SAÏDA

Un centre de **stockage de céréales** d'une capacité de 50.000 qx à Aïn-Lahdjar

Un centre de proximité de stockage de céréales d'une capacité de 50.000 quintaux a été mis en service dans la commune d'Aïn-Lahdjar, wilaya de Saïda, dans le cadre du programme national visant à renforcer les capacités de stockage des céréales, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya. Le wali de Saïda, Amoumene Mermouri, a procédé, au début de cette semaine, à la mise en ser-

vice de cette nouvelle infrastructure agricole, réalisée sur une superficie de 9.360 mètres carrés, a fait savoir la même source. Cette installation, réalisée sous la maîtrise d'ouvrage de la direction des Equipements publics, comprend un entrepôt de stockage des céréales, un centre de contrôle, un réservoir d'eau d'une capacité de 150 mètres cubes, ainsi que l'ensemble des infrastructures techniques et administratives né-

cessaires au bon fonctionnement du site. Ce centre devra contribuer à améliorer les conditions de réception et de stockage des céréales, à préserver la qualité des récoltes, à réduire les coûts de transport, ainsi qu'à soutenir la filière céréalière dans la région et contribuer à renforcer la sécurité alimentaire. La mise en service de cette infrastructure s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer

les équipements de base destinés au secteur agricole et à accroître les capacités locales de stockage afin de répondre aux besoins des producteurs pendant les campagnes de récolte, ajoute la même source. Ce projet est l'un des huit centres de proximité de stockage de céréales en cours de réalisation à travers la wilaya de Saïda, dont les travaux affichent des taux d'avancement avancés.

**MILA**  
Plus de 3.000 foyers raccordés au réseau de gaz naturel

Des projets de raccordement de 3.386 foyers au réseau d'approvisionnement en gaz naturel ont été mis en service mardi dans plusieurs communes de la wilaya de Mila. Selon les explications présentées par le directeur local de distribution de l'électricité et du gaz, Abdelkader Badaoui, à mechta Ain Baghla, dans la commune de Tessala Lemtaï, aux autorités locales qui ont présidé la mise en service du raccordement, 30 projets ont été exécutés pour raccorder ces foyers répartis sur 30 mechtas relevant de 15 communes, Minar Zerza, Oued Seggan, Tleghema et Amira Arrès entre autres. Ces projets visant à améliorer le cadre de vie des habitants des mechtas et localités reculées, ont nécessité la réalisation d'un réseau de distribution d'un linéaire de 253 km et la mobilisation d'une enveloppe financière de plus de 1,025 milliards DA, selon la même source. Avec la mise en service de ces projets, le taux de raccordement par le réseau de gaz à Mila passe à 86,59 %, a ajouté la même source. Il a été également procédé dans la commune de Tessala Lemtaï au lancement de quatre nouveaux projets pour parachever le raccordement de cette collectivité locale et réaliser un réseau de distribution de 63 km en vue d'acheminer cette énergie à 2.033 foyers, a-t-on indiqué.

**CONSTANTINE**  
Un pôle d'échange multimodal dans la commune de Didouche Mourad

La wilaya de Constantine a bénéficié d'un projet de réalisation d'un pôle d'échange multimodal dans la commune de Didouche Mourad, à la daïra de Hamma Bouziane, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. L'opération qui s'inscrit dans le cadre des efforts visant à moderniser les infrastructures de transport et à améliorer les conditions de mobilité des citoyens, devra être lancées «avant fin 2026 pour un délai de réalisation de 24 mois», a indiqué la cellule de communication de la wilaya. L'infrastructure est destinée à assurer l'interconnexion entre les différents modes de transport terrestre de voyageurs et à faciliter les correspondances des usagers, dans l'objectif d'optimiser les déplacements et de renforcer l'efficacité du réseau de transport dans cette importante région de la wilaya, a ajouté la même source. Le futur pôle contribuera également à une meilleure organisation des flux de voyageurs, à la réduction de la pression sur le trafic routier ainsi qu'à l'amélioration des conditions d'accueil et de transit des usagers, en offrant des services adaptés aux exigences de mobilité moderne, selon la même source. Ce projet constitue, selon la même source, un nouvel acquis pour la wilaya de Constantine et s'inscrit dans la dynamique de développement des infrastructures de base et de renforcement de l'attractivité économique et urbaine.

## UN PHÉNOMÈNE PRÉOCCUPANT

**Comment le marketing** en ligne encourage la surconsommation de cosmétiques

Portées par les réseaux sociaux, les influenceurs et les campagnes publicitaires ciblées, les ventes de produits cosmétiques connaissent un essor considérable. Cette incitation permanente à l'achat favorise toutefois une surconsommation qui peut avoir des conséquences sur la santé, le budget des consommateurs et l'environnement.



PAR AMEL B

Le marketing en ligne, porté par les réseaux sociaux, les influenceurs et les plateformes de commerce électronique, transforme profondément les habitudes de consommation des produits cosmétiques. Chaque jour, des millions d'utilisateurs sont exposés à des vidéos de démonstration, des tutoriels de maquillage, des recommandations d'influenceurs et des offres promotionnelles personnalisées qui incitent à acheter toujours plus de produits, souvent sans réel besoin. Ce phénomène de surconsommation, particulièrement marqué chez les adolescents et les jeunes adultes, soulève des préoccupations croissantes en matière de santé publique, d'environnement et de protection des consommateurs. Il faut savoir que le marché mondial des cosmétiques dépasse aujourd'hui 400 milliards de dollars et continue de progresser sous l'effet du commerce électronique et du marketing d'influence. Les campagnes publicitaires numériques s'appuient sur des algorithmes capables de cibler les consommateurs en fonction de leur âge, de leurs centres d'intérêt et de leurs habitudes d'achat, créant un environnement où les sollicitations commerciales sont permanentes. Les formats courts, popularisés par TikTok, Instagram ou YouTube, favorisent les

achats impulsifs en mettant en avant des produits présentés comme « indispensables », alors que nombre d'entre eux remplissent des fonctions similaires. Pour les spécialistes du comportement du consommateur, cette stratégie repose sur des mécanismes psychologiques bien connus : peur de manquer une tendance (« FOMO »), recherche d'approbation sociale et promesse d'une amélioration rapide de l'apparence. Les dermatologues mettent également en garde contre le « layering » excessif, qui consiste à superposer de nombreux soins sans indication médicale. Cette pratique peut fragiliser la barrière cutanée et favoriser irritations, allergies ou poussées d'acné, en particulier chez les personnes à peau sensible. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) rappelle, de son côté, que l'exposition aux substances chimiques présentes dans les produits de consommation, y compris certains cosmétiques, mérite une vigilance particulière. En collaboration avec le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), l'OMS souligne que certaines substances chimiques susceptibles de perturber le système endocrinien sont présentes dans divers produits du quotidien, dont certains produits d'hygiène et cosmétiques, tout en précisant que les connaissances scientifiques doivent continuer à être renforcées pour mieux évaluer les risques. Au-delà de la santé, la surconsommation

cosmétique a également un coût environnemental. L'achat fréquent de nouveaux produits entraîne une augmentation de emballages plastiques, des émissions liées au transport et du gaspillage de produits non utilisés. Plusieurs experts en développement durable plaident ainsi pour une consommation plus responsable, privilégiant des produits réellement adaptés aux besoins de la peau plutôt qu'aux tendances éphémères des réseaux sociaux. L'OMS a par ailleurs alerté sur l'impact des technologies du marketing numérique, estimant que les écosystèmes numériques favorisent une exposition massive à des publicités ciblées pouvant influencer les comportements de consommation, notamment chez les jeunes. L'organisation appelle les pouvoirs publics à renforcer l'encadrement de certaines pratiques publicitaires en ligne afin de mieux protéger les consommateurs. Face à cette évolution, les professionnels de santé recommandent de privilégier des routines de soins simples, fondées sur les besoins réels de la peau, de vérifier la composition des produits, de se fier aux conseils de dermatologues ou de pharmaciens plutôt qu'aux contenus promotionnels, et de garder à l'esprit que l'efficacité d'un produit ne dépend ni de sa popularité sur les réseaux sociaux ni du nombre de couches de soins appliquées quotidiennement.

A.B

## LUNETTES DE SOLEIL

Les recommandations des **ophtalmologistes**

Les rayons ultraviolets peuvent endommager durablement les yeux. Les ophtalmologistes rappellent les gestes essentiels pour préserver sa vision, selon Top Santé, qui souligne que si les effets du soleil sur la peau sont largement connus, mais ceux sur les yeux restent souvent sous-estimés. Pourtant, les rayonnements ultraviolets (UV) peuvent provoquer des lésions de la cornée, du cristallin et de la rétine. À long terme, ils favorisent le développement de certaines pathologies, comme la cataracte ou des

atteintes rétinienne. L'œil ne dispose pas de véritable signal d'alerte face aux UV. Les dommages peuvent ainsi s'accumuler au fil des années sans symptôme immédiat. La prévention doit donc faire partie des réflexes du quotidien. Les plus jeunes sont particulièrement exposés, car leur cristallin filtre moins efficacement les UV que celui des adultes. Une grande partie de l'exposition cumulative au soleil se produit dès l'enfance, souligne la SFO. Les experts recommandent donc le port de lunettes de soleil por-

tant le marquage CE et offrant une protection UV certifiée, complétées par un chapeau à larges bords lors des longues expositions. La prudence est également essentielle à la plage, en mer ou en montagne. Le sable, l'eau et la neige réfléchissent une partie des rayons UV, augmentant leur intensité. En altitude, une exposition prolongée sans protection adaptée peut notamment provoquer une kératite aiguë, aussi appelée ophtalmie des neiges. Les spécialistes rappellent par ailleurs qu'une teinte foncée ne garantit

## TÉBESSA ET BIR EL ATER

**Des excursions** vers les wilayas côtières au profit de 750 enfants

Des excursions vers les wilayas côtières seront organisées au profit de 750 enfants des deux wilayas de Tébessa et Bir El Ater dans le cadre du programme des camps d'été de la saison estivale 2026, a indiqué mardi le directeur de la jeunesse et des sports de Tébessa. Dans une déclaration à l'APS, Mustapha Hamlaoui a précisé que 550 enfants de la wilaya de Tébessa et 200 autres de la nouvelle wilaya de Bir El Ater bénéficieront

d'excursions au bord de la mer dans les deux wilayas de Jijel et de Skikda, organisées par les autorités locales sous l'égide du ministère de la Jeunesse et en coordination avec l'Agence nationale des loisirs de la jeunesse. Les cadres des deux wilayas ont coordonné leurs efforts pour assurer le bon déroulement de ces camps divisés en cinq groupes avec un séjour de 12 jours pour chaque groupe, selon le même responsable qui a relevé que l'opération, qui

cible les enfants âgés entre 6 et 14 ans a été entamée fin juin et le premier groupe séjourne actuellement au camp de Taleza de la ville de Collo, wilaya de Skikda. L'objectif de cette initiative est d'offrir des espaces de loisirs et de divertissements pour les enfants des deux wilayas tout en leur permettant de faire de nouveaux amis et d'acquérir de nouvelles expériences, a relevé la même source. Ces camps encadrés par des animateurs de la direction

de la jeunesse et des sports formés à cet effet, proposent un riche programme culturel avec diverses activités pédagogiques et de loisirs, est-il noté. D'autre part, M. Hamaloui a indiqué que les neuf piscines relevant du secteur, des communes et de particuliers existant dans les deux wilayas de Tébessa et Bir El Ater ont été mobilisées pour accueillir les enfants et leur permettre de se baigner et de se divertir durant les vacances estivales.

## RELIZANE

Départ du deuxième groupe d'enfants vers les colonies de vacances de Mostaganem

Le deuxième groupe d'enfants de la wilaya de Relizane a pris le départ, mardi, à destination des colonies de vacances de la wilaya de Mostaganem, dans le cadre du programme de vacances et de loisirs supervisé par le ministère de la Jeunesse, a indiqué le directeur de la Jeunesse et des Sports (DJS) de la wilaya, H'mida Mahroug.

M. Mahroug a précisé à l'APS que ce contingent est composé de 100 enfants issus des 38 communes de la wilaya, qui ont rejoint le centre de vacances d'Aïn-Brahim, dans la wilaya de Mostaganem, où ils séjourneront pendant dix jours. Il a ajouté que cette initiative vise à permettre aux enfants âgés de 6 à 14 ans, notamment ceux originaires des zones rurales, de bénéficier d'activités récréatives, de détente et de découverte durant les vacances d'été. Le même responsable a souligné que toutes les dispositions organisationnelles et logistiques ont été prises afin d'assurer le transport des enfants dans les meilleures conditions. Il a également indiqué que le séjour est encadré par des accompagnateurs et des cadres du secteur de la Jeunesse et des Sports, garantissant ainsi la prise en charge et le suivi des enfants durant toute la période passée au centre de vacances.

L'organisation de ces colonies de vacances traduit les efforts du ministère de la Jeunesse visant à élargir l'accès des enfants aux espaces de loisirs et de détente, tout en favorisant les échanges culturels et sociaux entre les différentes wilayas du pays. Le premier groupe, composé lui aussi de 100 enfants de la wilaya de Relizane, avait rejoint il y a deux semaines le camp de vacances d'El-Marsa, dans la wilaya de Chlef. Pour rappel, près de 3.000 enfants de la wilaya de Relizane ont bénéficié, durant la précédente saison estivale, de sorties vers les plages dans le cadre du « Plan Bleu », selon les données de la DJS.

## ONU

Près de 9.300 cas de varicelle recensés en deux semaines parmi les déplacés à Ghaza

Près de 9.300 cas de varicelle ont été enregistrés en deux semaines au sein des camps et abris pour personnes déplacées dans la bande de Ghaza, selon un rapport des Nations unies, relayé mercredi par l'agence de presse palestinienne Wafa. Les rapports de terrains indiquent que plus de la moitié de ces infections sont concentrées dans le gouvernorat de Khan Younis, dans le sud de l'enclave, selon le rapport publié par le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Cette propagation rapide est directement imputable à la surpopulation extrême, à la dégradation des infrastructures d'eau et d'assainissement, ainsi qu'aux fortes chaleurs estivales. Les équipes onusiennes alertent également sur une prolifération alarmante de rongeurs, d'insectes et de parasites dans 83% des sites de déplacement. L'accumulation de milliers de tonnes de déchets solides et la stagnation des eaux usées, conjuguées à la destruction du système de santé, font redouter une catastrophe épidémique devenue incontrôlable.

## CHINE

21 morts suite à un glissement de terrain dans le nord-ouest

Les opérations de secours sont terminées sur le site d'un glissement de terrain survenu dans le district de Tanchang, dans la province du Gansu, dans le nord-ouest de la Chine, qui a fait 21 morts et sept blessés, ont indiqué mercredi les autorités locales. Les blessés, qui sont soignés dans des hôpitaux locaux, sont dans un état stable, a déclaré le gouvernement municipal de Longnan lors d'une conférence de presse. Le glissement de terrain s'est produit mardi vers 06h56 (heure locale) dans le village de Renzang, situé dans le bourg de Nanhe, de la ville de Longnan, piégeant 33 personnes. Cinq personnes ont été secourues saines et sauvées. Plusieurs équipes de secours, ont été déployées sur les lieux après la catastrophe.

## VENEZUELA

Le bilan du double séisme monte à 3.685 morts

Le bilan du double séisme du 24 juin au Venezuela a été révisé à la hausse et s'élève désormais à 3.685 morts, selon un communiqué diffusé par le gouvernement. «Bilan officiel du 7 juillet : 3.685 morts, 16.740 blessés», selon le communiqué. Les autorités évitent de parler de disparus mais les Nations unies estiment qu'il pourrait atteindre 50.000, certaines projections avançant plutôt un chiffre proche de 10.000. Le précédent bilan, daté de dimanche, était de 3.535 morts.

## RÉFORME DE L'ONU

# Pas de nouvelles coupes budgétaires prévues en 2026

Les Nations unies font face depuis plusieurs années à une crise persistante de liquidités, principalement en raison du retard ou du non-paiement des contributions obligatoires de certains États membres.



Engagées dans une importante réforme, les Nations unies ne s'attendent pas à devoir procéder à des réductions budgétaires ou des suppressions de postes supplémentaires à condition que les États membres assument leurs responsabilités, a déclaré mardi un haut responsable. En mars 2025, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a pris une initiative baptisée ONU80 afin de surmonter les difficultés financières chroniques de son organisation, aggravées par les importantes réductions de l'aide internationale décidées par les États-Unis et d'autres pays. Dans un premier temps, les Nations unies ont réduit leur budget ordinaire pour cette année de 9,2% par rapport à 2025, a dit aux journalistes à Genève le se-

crétaire général adjoint chargé des politiques, Guy Ryder, qui pilote cette réforme. Une proportion similaire de postes a également été supprimée au secrétariat de l'ONU, at-il expliqué, tout en soulignant que cela «ne signifie pas que 9,2% de l'ensemble des effectifs ont perdu leur emploi».

Une grande partie des réductions a été absorbée grâce à des postes déjà vacants et à des «mobilités latérales» de personnel vers d'autres fonctions au sein du système onusien, a précisé M. Ryder, ajoutant qu'il ne connaissait pas encore le nombre de personnes ayant effectivement quitté l'ONU à la suite de ces coupes. «Le budget que nous préparons pour 2027 (...) restera plus ou moins au même niveau. Nous n'envisageons pas de nouvelles réductions», a

annoncé M. Ryder. «Aucune nouvelle réduction d'effectifs ni du budget n'est prévue, par principe, par le secrétaire général», a-t-il insisté, tout en rappelant que l'organisation «dépend très fortement» des contributions obligatoires et volontaires des États membres. Le budget ordinaire des Nations unies - 3,4 milliards de dollars pour 2026 - est financé par les contributions obligatoires des 193 États membres, calculées en fonction de leur poids économique. Le budget ordinaire de l'ONU est distinct de celui des opérations de maintien de la paix. Il finance notamment les activités politiques, les droits de l'homme, les affaires humanitaires, la coopération régionale, la justice internationale et les services administratifs du Secrétariat.

## RD Congo

## L'épidémie d'Ebola continue de s'intensifier

L'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo (RDC) s'est encore détériorée, avec plus de 520 décès confirmés et une transmission persistante dans plusieurs foyers de l'est du pays, selon un rapport publié mardi par le Bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour l'Afrique. Au 5 juillet, la RDC avait enregistré 1.624 cas confirmés, dont 521 décès confirmés, avec un taux brut de létalité porté à 32,1%, indique le rapport. Le nombre

cumulé de guérisons est passé à 273. Dans l'ensemble, trois pays, la RDC, l'Ouganda et la France, ont été touchés, avec 1.645 cas confirmés et 523 décès confirmés, soit un taux de létalité de 31,8% parmi les cas confirmés. Plus de 12.400 contacts restaient à suivre, selon le rapport. L'épidémie en RDC «continue de s'intensifier», sous l'effet d'une transmission soutenue dans les zones de santé les plus touchées de l'Ituri et du Nord-Kivu, d'un nombre croissant de décès communautaires et de l'extension de l'infection à des zones jusque-là non affectées, précise le rapport. Le rapport souligne que les décès survenus avant l'accès aux soins restent l'un des signes les plus préoccupants du décalage entre la transmission et la riposte. Sur 430 décès confirmés analysés au 5 juillet

397, soit 92,3%, sont survenus dans la communauté ou avant l'admission dans une structure de prise en charge. Le suivi des contacts s'est amélioré, mais reste insuffisant pour interrompre rapidement les chaînes de transmission. Au total, seulement 32,4% des cas confirmés avaient été détectés grâce au suivi des contacts, ce qui indique que de nombreuses infections consécutives de se produire en dehors des listes de contacts connus. Les capacités de prise en charge sont également sous forte pression. La RDC dispose d'environ 700 lits de traitement et d'isolement répartis dans plus de 22 centres de traitement Ebola et structures de soins. Au 5 juillet, 646 patients étaient en isolement à l'échelle nationale, avec un taux officiel d'occupation d'environ 94,2%.

## Technologies

## Les investissements incorporels dans le monde dopés par l'IA

Les investissements dans les actifs incorporels, comme les logiciels, les données ou la recherche, ont atteint un niveau record en 2025, selon un rapport portant sur 29 pays publié mercredi par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Ces investissements, qui couvrent notamment la recherche et le développement, les logiciels, les bases de données, la valorisation des marques, le design ou encore le savoir-faire organisationnel, représentent une part croissante de l'économie mondiale, soulignent l'OMPI dans un rapport réalisé avec la Luiss Business School de Rome. Dans les 29 économies étudiées, qui représentent 57% du PIB mondial, ces investissements ont atteint un niveau record de plus de 10.000 milliards de dollars en 2025, selon l'OMPI. Depuis 2008, ils ont progressé de 3,5% par an en termes réels, soit 3,6 fois plus rapidement que les investissements matériels, dont la croissance annuelle s'est limitée à 0,98%, explique encore l'étude. Cette évolution traduite selon l'OMPI «un changement structurel durable dans la composition des investissements, les actifs incorporels jouant un rôle croissant dans la création de valeur». Les États-Unis dominent largement en valeur absolue, avec près de 5.000 milliards de dollars d'investissements incorporels en 2025, devant le Japon et l'Allemagne. Si l'on rapporte ces investissements à la taille des économies, la Suède arrive en tête, suivie des États-Unis et de la France. L'Inde, le Japon et les Philippines affichent, elles, les croissances les plus rapides. Le rapport souligne également que les investissements matériels aux taux d'intérêt élevés, aux tensions commerciales et au ralentissement économique de ces dernières années. Entre 2020 et 2025, ils ont progressé de 5,5% par an dans les économies pour lesquelles des données trimestrielles sont disponibles, contre 3,2% pour les investissements matériels. L'intelligence artificielle joue un rôle majeur dans cette transformation, selon le rapport. Si elle stimule d'abord les investissements physiques dans les centres de données, les composants électroniques et les infrastructures énergétiques, son impact durable provient surtout des investissements dans les logiciels, les données, la R&D et la réorganisation des entreprises, estime l'OMPI. Les logiciels et bases de données constituant ainsi la catégorie d'actifs incorporels dont la croissance est la plus rapide, avec une progression annuelle moyenne de 7,3% entre 2013 et 2023, devant le capital organisationnel (4,9%) et les marques (4,4%). Le rapport met également en lumière l'importance économique des marques, dont les investissements par exemple dans la publicité ou le marketing représentent à eux seuls quelque 1.400 milliards de dollars en 2025. Les États-Unis arrivent largement en tête avec 566 milliards de dollars, devant le Royaume-Uni, le Japon, l'Allemagne et le Brésil.

## EN U20

## Razik Nedder se retire

Une page se tourne pour Razik Nedder. Le technicien algérien a officialisé son départ de la Fédération algérienne de football à travers un long message publié sur ses réseaux sociaux, mettant ainsi un terme à une aventure de dix-huit mois à la tête de la sélection U20 et de la coordination des équipes nationales de jeunes.

Dans son communiqué, Nedder a expliqué que le moment était venu pour lui de franchir une nouvelle étape dans sa carrière. Sans jamais évoquer directement sa prochaine destination, il a confirmé qu'il allait rejoindre un « projet ambitieux » qui lui permettra de poursuivre sa progression au plus haut niveau. Selon plusieurs sources, l'entraîneur de 39 ans va intégrer le staff du Havre AC en qualité d'adjoint de Didier Digard. Le désormais ex-sélectionneur des U20 a tenu à remercier la FAF pour la confiance qui lui a été accordée. Il a également exprimé sa fierté d'avoir contribué au développement des jeunes sélections algériennes, affirmant n'avoir jamais compté ni son temps, ni son énergie afin de bâtir un projet durable pour le football national.

Razik Nedder laisse derrière lui un chantier important. En plus de diriger la sélection U20, il supervisait l'ensemble des catégories de jeunes et jouait un rôle central dans la détection des talents, la structuration des sélections et le management du projet de formation. La Fédération plaçait d'ailleurs de grands espoirs dans cette génération, dont il était considéré comme l'un des principaux architectes. Dans son message d'adieu, le technicien a insisté sur le fait que ce départ ne représentait bien entendu pas une rupture avec l'Algérie, mais plutôt une étape destinée à acquérir davantage d'expérience. Son ambition, a-t-il assuré, est de revenir un jour encore plus fort pour continuer à servir le football algérien. Un message empreint de reconnaissance et d'émotion qui marque la fin d'un chapitre, mais certainement pas la fin de son histoire avec les Verts.

## APRÈS LE FIASCO DU MONDIAL Le Bureau fédéral au chevet de l'EN

*Le rendez-vous est pris, et il s'annonce d'ores et déjà crucial pour l'avenir du football algérien. Samedi prochain, le siège de la Fédération algérienne de football (FAF) à Dely Ibrahim sera le théâtre d'une réunion du Bureau fédéral, sous la présidence de Walid Sadi. A l'ordre du jour, un seul point névralgique qui cristallise toutes les attentions : l'analyse approfondie de la participation de l'équipe nationale à la Coupe du monde 2026. Éliminés sans gloire dès les seizièmes de finale par la Suisse, les Verts ont laissé un goût amer de rendez-vous manqué.*

**P**our le patron de la FAF et ses collaborateurs, il s'agira de situer avec exactitude les responsabilités de ce que l'opinion publique qualifie déjà de « fiasco », afin de prendre les mesures drastiques nécessaires pour redessiner l'avenir de la sélection avec un maximum de sérénité.

Dans l'œil du cyclone, un homme cristallise la majeure partie des griefs : Vladimir Petkovic. Le technicien bosnien, dont le contrat avait pourtant été renouvelé en amont de la compétition jusqu'en 2028, se retrouve aujourd'hui sur un siège éjectable. De l'avis unanime des observateurs et des spécialistes, le sélectionneur national endosse

la plus grande responsabilité dans cette sortie prématurée. Alors que ce premier Mondial à 48 équipes offrait un tableau historique et des perspectives inédites, l'incapacité tactique à franchir l'obstacle suisse a brisé un immense élan d'espoir.

Dans les coulisses de la FAF, des sources proches du dossier avaient pourtant laissé entendre, au lendemain de l'élimination, qu'une réconciliation à l'amiable du bail de Petkovic était imminente.

Pourtant, force est de constater que sur le plan contractuel, rien n'a bougé d'un iota jusqu'à présent. Le statu quo demeure, et cette réunion de samedi sera l'occasion tant attendue pour le Bureau fédéral de sortir de son mutisme et de trancher définitivement le nœud gordien de l'avenir du staff technique.

**Profil local ou piste étrangère ? L'incertitude plane**

Si le limogeage ou le départ de Petkovic semble être le secret de Polichinelle le mieux gardé de Dely Ibrahim, la question de sa succession agite déjà les gazettes sportives et suscite de vifs débats. Quelle direction la FAF doit-elle prendre ? Dans un premier temps, les rumeurs ont intensément circulé sur la volonté de Walid Sadi de privilégier une solution locale pour redonner une identité et une âme aux Verts. Le nom de l'ancien capitaine emblématique de l'EN, Antar Yahia, a même été avancé avec insistance pour incarner ce renouveau. Cependant, la réalité du terrain et la pression des échéances futures semblent avoir poussé la fédération à une certaine rétractation. Aux dernières nouvelles, la piste menant à un technicien étranger chevronné a repris du terrain. Un nom revient d'ailleurs avec insistance dans les couloirs de la FAF : celui du Portugais Carlos Queiroz. L'ancien sélectionneur du Ghana, du Portugal et de l'Iran, réputé pour sa rigueur tactique et sa grande connaissance du football international, possède le profil typique du pompier de service capable de redresser une barre institutionnelle vacillante.

Quoi qu'il en soit, le football algérien ne peut plus se permettre de naviguer à vue. Le Bureau fédéral de ce samedi n'est pas une simple réunion de routine, mais un véritable tournant stratégique. Face au traumatisme de l'élimination face à la Suisse, la FAF a l'obligation de formuler un cap clair, de poser un diagnostic honnête et de trancher sur l'identité du futur guide de la sélection nationale. Le public algérien, meurtri mais toujours passionné, attend des actes forts et des décisions courageuses pour que les Verts retrouvent enfin leur standing.

H.M.

## Jeux méditerranéens 2026 de Handball

La sélection nationale féminine en scène à Alger

La sélection nationale féminine seniors de handball est en étape de préparation jusqu'au 14 juillet à Alger, en prévision des prochaines échéances internationales, dont les Jeux méditerranéens 2026, a indiqué mardi la Fédération algérienne de handball (FAHB).

Selon la FAHB, ce regroupement réunit un effectif composé des meilleures joueuses évoluant au sein des clubs nationaux, renforcé par plusieurs internationaux de la catégorie des moins de 20 ans (U20), dans le mais de poursuivre le travail technique et de favoriser la cohésion au sein de la sélection nationale.

Le staff technique a convoqué 21 handballeuses issues de plusieurs formations algériennes, notamment le MC Alger (MCA), le HBC El Biar (HBCEB), le HC Mila, le NRF Constantine et le NRKG Alger, ainsi que trois joueuses évoluant dans le championnat de France.

Les joueuses de la sélection nationale U20 intégrées à ce stage sont Maroua Hamadache (HC Mila), Maïssa Zdiri (Noisy-le-Grand/France), Lina Saadi (HBCEB), Jihane Lakafed (ASUL/France) et Tima Mestouri (Le Pouzin/France).

Ce stage est dirigé par l'entraîneur national Abderrahmane Hadj Hamdri, assisté de son staff technique, avec pour objectif d'améliorer le niveau de préparation physique, technique et tactique des joueuses afin d'aborder dans les meilleures conditions les prochaines compétitions internationales.

## Qatar

### Bennacer rejoint Al-Shamal

Le milieu de terrain international algérien de l'AC Milan, Ismaël Bennacer, est arrivé à Doha afin de finaliser son transfert au club qatari d'Al Shamal SC, rapporte la presse locale mardi. Sous contrat avec le club lombard jusqu'en 2027, Bennacer (28 ans) doit passer la traditionnelle visite médicale d'usage ce mardi, avant de parapher son contrat avec Al-Shamal, où évolue son compatriote et l'attaquant Bagdad Bounedjah. Sa valeur marchande est estimée à 11 millions d'euros. Lors du précédent exercice, Bennacer a évolué sous les couleurs du Dinamo Zagreb (Div.1 croate), avec lequel il a disputé 19 rencontres toutes compétitions confondues, inscrivant un but et délivrant deux passes décisives. Toutefois, Bennacer a vu sa progression ralentie ces dernières années par des blessures récurrentes, qui ont limité son temps de jeu et affecté son rendement.

## CR Belouizdad

### Bouzok opte pour le chabab

L'attaquant algérien Yousri Bouzok, s'est engagé pour un contrat de quatre saisons avec le CR Belouizdad, en provenance du club saoudien d'Al-Raed FC, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football, mardi sur ses réseaux sociaux. Le Chabab a précisé que le joueur de 29 ans a signé son contrat en présence de son représentant, Mehdi Yahi, expert en affaires juridiques auprès de la Fédération internationale (FIFA).

Formé au Paradou AC, Bouzok effectue ainsi son retour en Algérie après quatre saisons passées à

l'étranger. Il a notamment porté les couleurs du Raja Casablanca, avant de rejoindre le club saoudien d'Al-Raed.

Le club phare de Laâquiba est l'un des clubs les plus actifs depuis l'ouverture officielle du mercato estival, en engageant entre autres, les défenseurs Akacem, Bouchar et Chelhaoui, ainsi que le milieu de terrain tunisien Housseem Tka.

La direction a confié la barre technique au Tunisien Nabil Maâloul, qui s'est engagé pour une saison. L'ancien entraîneur de l'USM Alger et de l'ES Tunis

a dirigé dimanche la séance de la reprise, en prévision de l'exercice 2026-2027.

Le CRB a bouclé la saison 2025-2026 à la troisième place au classement final avec 53 points, loin derrière le MC Alger (65 pts), sacré champion pour la troisième fois de suite.



## Lionel Scaloni, entraîneur de l'Argentine

«Je ne m'inquiète pas de ce que se dit sur les réseaux»

Lionel Scaloni, le sélectionneur de l'Argentine, a répondu aux rumeurs suggérant que la Fédération internationale de football (FIFA) aurait favorisé les «danseurs de tango», après la qualification de son équipe pour les quarts de finale de la Coupe du monde 2026.

Mardi dernier, l'Albiceleste a renversé la vapeur en inscrivant trois buts dans les dernières minutes pour l'emporter 3-2 face à l'Égypte et se qualifier pour les quarts de finale de la Coupe du monde 2026.

La rencontre a été émaillée de décisions arbitrales controversées, les Égyptiens ayant contesté la validité du troisième but décisif de l'Albiceleste et réclamé un penalty en faveur de Mohamed Salah en début de partie.

En début de seconde période, l'arbitre français François Letxer a par ailleurs annulé un but égyptien pour une faute signalée sur Marwan Attia juste avant la conclusion de l'action. Ces décisions ont poussé certains observateurs à accuser la FIFA de favoriser l'Argentine, présentée comme le «chouchou» de l'instance. Interrogé en conférence de presse sur la manière dont il gérait cette situation, Scaloni a répondu: «Je ne suis pas les réseaux sociaux, je ne les consulte pas, c'est tout.» Il a ajouté: «Si on ne s'y intéresse pas, on ne s'en rend pas compte. Le fait est que n'importe qui peut aujourd'hui écrire et publier ce qu'il veut, et cela n'a peut-être aucun fondement.»

Il a conclu: «Parfois, une petite chose comme celle-ci prend des proportions énormes, n'est-ce pas?». Il a conclu: «Il ne faut pas accorder trop d'importance à cela. Les réseaux sociaux ont leurs bons côtés, mais aussi leurs excès.»

## APRÈS LA REMONTADA DE L'ARGENTINE

# L'Égypte hurle au scandale

L'Égypte crie au vol, des consultants ne comprennent pas... L'arbitrage de François Letxier fait énormément parlé depuis la qualification miraculeuse de l'Argentine aux dépens des Pharaons (3-2) en 8e de finale de la Coupe du monde, mardi. A l'issue de la rencontre, le sélectionneur Hossam Hassan a crié au complot en dénonçant plusieurs décisions favorables à l'Albiceleste, selon lui. «Un de nos buts a été annulé et nous ne savons pas pourquoi», a-t-il lancé. «Nous étions tout près de mener 3-1, et il y a eu une faute sur Hamdy Fathy. Peut-être voulaient-ils maintenir le champion du monde dans la compétition? Peut-être voulaient-ils que Messi reste en lice?»



Le sélectionneur égyptien n'est pas le seul à éprouver une incompréhension sur l'arbitrage, notamment sur deux décisions en particulier: le but annulé de Mostafa Ziko (58e) pour une faute de Marwan Attia à l'origine de la contre-attaque et celui accordé à Enzo Fernandez malgré, selon les Égyptiens, une faute (non vérifiée par le VAR) sur Mohamed Salah au départ de l'action.

«Soit les deux actions constituent des fautes, soit aucune ne l'est»

«Soit les deux actions constituent des fautes, soit aucune ne l'est», s'agacé l'ancien buteur anglais Alan Shearer sur X. «Mais on nous a dit qu'ils n'allaient pas rejurer les décisions arbitrales. C'est de la m...» La légende de

Newcastle réagissait à un constat du journaliste de la BBC, ale Johnson. «Le but refusé à l'Égypte était totalement contraire à l'arbitrage de ce tournoi», a-t-il écrit en référence à la volonté de la FIFA de laisser le jeu se dérouler. «On ne peut pas être si indulgent et refuser un but après intervention de la VAR pour un contact minime avec le maillot. Il y a aussi un léger pas sur le pied, mais beaucoup de ces fautes ont été laissées passer par les arbitres.»

Autre ancien buteur anglais, Ian Wright déplore aussi l'incohérence de l'arbitrage-vidéo. «C'est ce qui se passe avec le VAR maintenant, ils reviennent sur leur décision», a-t-il lancé sur ITV. «Si vous annulez un but pour l'Argentine à l'entrée de la surface, vous devez le faire aussi pour Mo Salah. Il a été touché. Quoi qu'on en dise, même si ce n'est pas grand-chose, il a été touché et l'attaque part aussitôt à l'attaque. Si on doit commencer, est-ce vrai-

ment à ça que sert le VAR? C'est un long chemin à parcourir et l'Argentine aura besoin de beaucoup de temps pour se ressaisir.»

Gary Neville, ancien arrière droit de Manchester United devenu consultant à succès, a lui estimé «peu probable» que le but annulé pour l'Égypte l'aurait été s'il avait été marqué par l'Argentine.

Dans une analyse un peu moins complotiste, Mike Grella, ancien joueur de MLS, s'est, lui, attardé sur l'élargissement du champ de compétence du VAR. «Que vous l'aimiez ou non, dans le match d'aujourd'hui, c'est une faute parce que non seulement il lui marche sur le pied mais il tire aussi le maillot», a-t-il estimé au sujet du but égyptien annulé. «Mais le point important c'est que le VAR n'a jamais été ajouté pour faire ça.»

## Italie

### Maldini proche de la Squadra Azura

Malagò attend une réponse définitive de l'ancien capitaine du Milan d'ici vendredi.

Le silence de Paolo Maldini attise les attentes, même si l'optimisme prévaut à la FIGC. Après les premiers contacts avec le président Giovanni Malagò, l'ancien capi-

taine et dirigeant du Milan AC s'est progressivement montré favorable au projet qui le verrait occuper les fonctions de président du Club Italia et de directeur technique de la Nazionale, avec un rôle central dans la gestion de l'équipe nationale et de l'ensemble du secteur technique. Maldini estime que le défi de relancer l'Italie et de la ramener en Coupe du monde est particulièrement stimulant, d'autant plus qu'il pourra suivre de près l'évolution des jeunes talents. Selon La Gazzetta dello Sport, certains détails liés à un engagement antérieur à la proposition de la Fédération doivent toutefois encore être finalisés. Une fois les détails organisationnels, les responsabilités et les aspects financiers clarifiés, il ne lui restera qu'à régler cette situation antérieure avec la courtoisie qui le caractérise.

Malagò se dit «très serein» et interprète ce délai comme un gage de sérieux, non d'hésitation. Le président de la Fédération espère obtenir une réponse d'ici vendredi, avec un éventuel report au week-end. La nomination du directeur technique est en effet l'étape décisive avant d'entamer la sélection du nouveau sélectionneur, Antonio Conte restant en pole position devant Roberto Mancini.

## ELLE ÉLIMINE LA COLOMBIE AUX PENALTYS

# La Suisse pense pouvoir battre l'Argentine

Une longue attente de 72 ans a pris fin. La Suisse s'est qualifiée pour les quarts de finale de la Coupe du monde en s'imposant face à la Colombie (0-0, 4 t.a.b. 3), mardi, retrouvant ce stade de la compétition pour la première fois depuis 1954. La Nati veut désormais signer le meilleur parcours de son histoire en atteignant les demi-finales et devra, pour cela, battre l'Argentine, championne du monde en titre. Après leur qualification historique, les joueurs de Hakan Yakin se tournaient déjà avec ambition vers ce choc.

«Ce n'était pas notre meilleur match, mais on a écrit l'histoire», s'est réjoui le milieu de terrain Denis Zakaria. «On va travailler pour faire encore

mieux. On peut être très fier de nous. On ne veut pas s'arrêter là. Les joueurs ont su garder leur calme dans la séance de tirs au but et Gregor (Kobel) a été bon. C'est extraordinaire d'affronter l'Argentine. On les respecte, mais on veut encore plus écrire l'histoire.»

«On vit un moment historique et il faut profiter, il nous faudra peut-être une journée pour réaliser et après on commencera la préparation du prochain match», a commenté le sélectionneur Murat Yakin. «Le voyage continue, on va affronter les champions en titre, et dans ses deux derniers matches l'Argentine a eu quelques moments d'inattention, ce sera un match intéressant.»

### «Sur les deux derniers matchs, des équipes ont fait un super boulot»

Même son de cloche pour Zeki Amdouni. «C'est un rêve de pouvoir jouer contre Leo Messi. On est très heureux et on espère aller encore plus loin», prévient-il. Un certain espoir semble animer la sélection au regard des grosses difficultés rencontrées par les coéquipiers de Lionel Messi lors deux tours précédents. L'Albiceleste a été poussée en prolongation par le Cap-Vert (3-2 a.p.) en 16e de finale avant de frôler l'énorme accident contre l'Égypte (3-2) en 8e en étant menée 2-0 jusqu'à la 79e minute.

Breel Embolo, attaquant suisse du Stade Rennais, a bien observé ce scénario et se verrait bien enfin faire tomber les tenants du titre... à condition de ne

pas flencher en fin de match. «C'est l'un des plus gros matchs que tu peux jouer en Coupe du monde face à cette Argentine championne du monde», souligne Breel Embolo. «C'est une équipe avec de très grandes qualités, avec le meilleur joueur de tous les temps (Lionel Messi). On le respecte énormément, on sait de quoi il est capable même s'il continue de nous surprendre match après match. On va essayer de lui rendre la tâche difficile. Sur les deux derniers matchs, des équipes ont fait un super boulot. Jusqu'à la 65e minute, tout le monde se disait que l'Égypte méritait de passer mais il a encore décidé le match. C'est une équipe qu'il faut combattre jusqu'à la fin, ça va être un match très intéressant.»



68E SESSION DES ASSEMBLÉES DE L'OMPI

# Bendouda réaffirme l'engagement de l'Algérie à protéger la propriété intellectuelle

NASSIM TERKI

L'Algérie «place la protection de la propriété intellectuelle au cœur de sa stratégie de construction de l'économie de la connaissance», a déclaré la ministre, indiquant que «l'accompagnement du créateur et la préservation de ses droits constituent la pierre angulaire à même de transformer la beauté, de valeur abstraite, en projets concrets à impact sur le développement, permettant aux jeunes d'investir dans leurs talents et de les convertir en actifs économiques durables».

«Dans le cadre de cette orientation et sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministère de la Culture et des Arts poursuit ses efforts soutenus en vue de développer un environnement propice à l'investissement culturel», ajoute la première responsable du secteur.

Dans ce cadre, Mme Bendouda a passé en revue les initiatives lancées par son département, particulièrement le projet «Moubadar Art», en tant qu'incubateur et accompagnateur de projets créatifs émergents, ainsi que le Prix du président de la République pour les jeunes créateurs «Ali-Maâchi», devenu un rendez-vous annuel célébrant les talents algériens.

Au plan régional, la ministre a réitéré «le rôle central que joue l'Algérie en tant que pôle de référence dans la formation des cadres des pays africains et arabes frères envoyés par l'Organisation», considérant que cela «illustre le rôle pionnier de l'expérience algérienne et traduit l'aspiration à l'édification d'un système continental et arabe intégré appuyant les industries créatives et préservant le patrimoine culturel commun». Dans une allocution prononcée au nom du groupe arabe, la ministre a salué les efforts que déploient les pays arabes pour renforcer le système de la propriété intellectuelle dans la région arabe et appuyer la créativité et l'innovation,

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a souligné, lors de la séance d'ouverture de la 68e session des Assemblées des Etats membres de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), tenue avant-hier à Genève (Suisse), l'engagement indéfectible de l'Algérie à faire de la propriété intellectuelle un instrument efficace de réalisation du développement et de la prospérité ainsi qu'un véritable levier de l'économie de la connaissance, indique un communiqué du ministère de la Culture et des Arts.



soulignant que le groupe «s'est félicité des progrès réalisés par l'Organisation au cours de l'année écoulée, tant au niveau des performances financières que de la mise en œuvre des programmes». Dans ce cadre, la ministre a mis en relief les projets réalisés dans la région arabe dans le cadre de «l'Agenda de développement de

l'Organisation et des objectifs de développement durable, en vue de promouvoir le renforcement des capacités et l'appui technique», ajoutant que le groupe arabe «exhorte l'Organisation à poursuivre ses démarches pour intégrer les objectifs de l'Agenda de développement dans ses différentes activités».

## 1RE ÉDITION DES JOURNÉES DU CINÉMA ALGÉRIEN CONTEMPORAIN

Le septième art s'invite à El-Eulma

La ville d'El Eulma à Sétif abritera, du 18 au 22 juillet 2026, la première édition des Journées du cinéma algérien contemporain, une nouvelle manifestation culturelle dédiée à la promotion de la création cinématographique nationale. L'événement se déroulera au Théâtre régional d'El Eulma, sous le patronage de la ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, et sous la supervision du wali de Sétif.

Organisée par la Direction de la culture et des arts de la wilaya de Sétif, en collaboration avec la Coopérative culturelle El Khayam Semiramis, cette initiative ambitionne de mettre en lumière les productions cinématographiques algériennes contemporaines et de favoriser les échanges entre réalisateurs, professionnels du secteur et grand public. Placée sous le slogan «Lorsque l'image parle», cette première édition entend offrir un espace d'expression aux nouvelles écritures cinématographiques, tout en valorisant la diversité et le dynamisme du septième art algérien. Pendant cinq jours, le public est attendu pour découvrir une programmation consacrée au cinéma national, dans une démarche visant à rapprocher davantage les œuvres de leurs spectateurs et à encourager le débat autour des enjeux artistiques et culturels de la production contemporaine. À travers cette nouvelle manifestation, Sétif confirme sa volonté de s'imposer comme un pôle culturel actif, en enrichissant le calendrier national des rendez-vous consacrés au cinéma et à la création audiovisuelle algérienne.

## 29E FESTIVAL NATIONAL DU THÉÂTRE SCOLAIRE

Une école de citoyenneté et de créativité

La wilaya de Mostaganem accueillera, du 22 au 25 juillet, la 29e édition du Festival national du théâtre scolaire, avec la participation de troupes théâtrales représentant 27 wilayas. Organisé chaque année à l'occasion des célébrations de la Fête de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale, le festival réunira des troupes scolaires venues de différentes régions du pays. Il vise à promouvoir les activités culturelles et artistiques au sein des établissements éducatifs. L'accueil de cet événement culturel et éducatif par la wilaya de Mostaganem traduit la volonté du ministère de l'Éducation nationale de promouvoir les activités artistiques en milieu scolaire, ainsi que sa conviction quant au rôle essentiel du théâtre scolaire dans le développement de la personnalité de l'élève, l'épanouissement de ses talents et le renforcement de son esprit d'initiative et de créativité. Placée sous le slogan «Le théâtre scolaire, une patrie qui s'exprime», cette édition met en avant le théâtre scolaire comme un espace de création artistique et une tribune éducative et culturelle. Il contribue à exprimer l'identité nationale, à préserver la mémoire collective et à inculquer aux jeunes générations les valeurs de citoyenneté, d'appartenance et de fidélité au sacrifice des chouhada. Le Festival constituera également un espace d'échange entre jeunes talents, favorisant le partage d'expériences entre les troupes participantes et la valorisation de la créativité des élèves, dans un esprit de saine compétition et de coopération, reflétant l'image d'une école algérienne ouverte sur le savoir, la culture et les arts. Pour rappel, le Festival national du théâtre scolaire a été créé en 1992, et sa première édition s'est tenue en 1993, avec pour objectifs d'encourager la pratique théâtrale en milieu scolaire, de développer les talents des jeunes et de promouvoir les valeurs éducatives et morales, ainsi que l'esprit patriotique et le sentiment d'appartenance à la nation.

## 11E GRAND PRIX EL-HACHEMI-GUEROUABI

# Un héritage à célébrer, une relève à préparer

Le palais de la Culture Moufidi-Zakaria d'Alger accueille, du 14 au 17 juillet, la 11e édition du Grand Prix «El Hachemi Guerouabi», concours national dédié à la découverte et à la promotion des jeunes talents de la chanson chaâbi. Organisée par l'association culturelle «El Hachemi Guerouabi», cette manifestation s'inscrit désormais comme un rendez-vous incontournable de la scène musicale nationale, conjuguant hommage au patrimoine et accompagnement de la nouvelle génération d'artistes. Placée sous l'égide du wali d'Alger, avec le concours des ministères de la Culture et des Arts ainsi que de la Jeunesse, en coordination avec la Direction de la jeunesse, des sports et des loisirs de la wilaya d'Alger et le palais de la culture Moufidi-Zakaria, cette nouvelle édition revêt un caractère particulier. Elle coïncide, en effet, avec la commémoration du vingtième anniversaire de la disparition du maître incontesté du chaâbi, Cheikh El Hachemi Guerouabi (1938-2006), figure majeure ayant profondément marqué l'histoire de cette expression musicale emblématique.

Au fil des éditions, le Grand Prix s'est imposé comme un espace privilégié de transmission intergénérationnelle. Au-delà de la compétition, il poursuit une ambition constante : préserver et valoriser le patrimoine musical algérien, tout en offrant une véritable rampe de lancement aux jeunes interprètes appelés à perpétuer l'héritage du chaâbi. Durant quatre soirées, à partir de 19h30, le public assistera aux prestations des candidats sélectionnés qui seront départagés par un jury composé de spécialistes, d'universitaires et de connaisseurs du genre. En parallèle du concours, une programmation artistique réunira plusieurs figures confirmées de la chanson algérienne ainsi que d'anciens lauréats devenus, à leur tour, les ambassadeurs de cette tradition musicale. La soirée inaugurale, prévue le mardi 14 juillet, sera marquée par un hommage au parcours artistique et humain de Cheikh El Hachemi Guerouabi. Elle sera animée par Kayed-Youcef Romaïssa, lauréate de l'édition 2025, ainsi que par l'artiste Abdelhamid Aïdaoui. Le lendemain, le public retrouvera Ben Zaoui

Mouaâdh, lauréat 2024, avant la prestation du maître Mohamed Chetouane. La troisième soirée mettra à l'honneur Rihane Mechentel, lauréate 2023, Fethani Mohamed, lauréat 2024, ainsi que la grande chanteuse Nadia Benyoucef. La cérémonie de clôture, prévue le vendredi 17 juillet, sera consacrée à la proclamation des résultats et à la remise des distinctions. L'orchestre de l'association «El Hachemi Guerouabi», composé d'anciens lauréats, accompagnera cette ultime soirée qui s'achèvera avec une prestation du maître Abdelkader Chaou, l'une des grandes voix du chaâbi algérien. Créé en 2014 par l'association culturelle «El Hachemi Guerouabi», ce Grand Prix est devenu un véritable incubateur de jeunes talents. Il contribue, année après année, à assurer la continuité d'un patrimoine musical profondément ancré dans la mémoire collective. En perpétuant l'œuvre du regretté Cheikh El Hachemi Guerouabi, cette manifestation confirme que le chaâbi demeure un art vivant, porté par une jeunesse soucieuse de préserver l'authenticité de ce legs tout en lui insufflant un nouvel élan.

# Trait d'esprit

“L'amour-propre est une curieuse bête, qui peut dormir sous les coups les plus cruels et puis s'éveille, blessé à mort, par une simple égratignure.”

Alberto Moravia

## Une éclipse solaire exceptionnelle visible en Algérie le 12 août 2026



L'Algérie assistera, le mercredi 12 août prochain, à une éclipse solaire partielle d'une magnitude rare, annonce le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). Ce phénomène, visible

depuis presque tout le territoire national, offrira un spectacle céleste remarquable : le disque solaire sera occulté à plus de 90 % dans la plupart des wilayas, atteignant même 98,6 % dans certaines régions, comme à Alger où l'éclipse débutera à 18 h 42 et atteindra son maximum à 19 h 35, quelques minutes avant le coucher du soleil. Seules les villes de Djanet et In Guezzam ne pourront pas observer ce phénomène, qui coïncidera avec un coucher de soleil éclipsé, une combinaison astronomique particulièrement rare. Le CRAAG invite le public à profiter de cette occasion pour s'initier à l'astronomie, tout en respectant des consignes de sécurité strictes : l'observation directe du soleil sans protection adaptée peut causer des lésions oculaires graves. Il est impératif d'utiliser des lunettes spéciales conformes à la norme ISO 12312-2, et d'éviter absolument les lunettes de soleil ordinaires, les films radiographiques ou tout autre dispositif improvisé. Des activités d'observation seront organisées à travers le pays. Pour connaître les horaires précis et les recommandations par wilaya, le CRAAG invite à consulter son site dédié : [www.craag.dz/eclipse2026](http://www.craag.dz/eclipse2026).

## Caravane médicale à Taourirt-Ighil Une journée de solidarité et de prévention

PAR IDIR M.

L'association de solidarité THIFTHILT de la wilaya de Béjaïa organise, samedi 11 juillet, une caravane médicale au profit des habitants de la daïra d'Adekar. Cette initiative, qui se tiendra à l'école primaire du Chahid Aid Mohand, à Taourirt-Ighil, est le fruit d'une collaboration entre plusieurs acteurs locaux : l'association des amis de la faculté de médecine de Béjaïa, l'APC de Taourirt-Ighil, l'EPSP d'Adekar et le laboratoire Salim Zaghouti. Une douzaine de spécialistes, épaulés par des médecins et des étudiants en médecine, mettront leurs compétences au service de la population. Les organisateurs invitent les habitants à se mobiliser massivement pour bénéficier de ces consultations gratuites. A l'issue de cette journée dédiée à la santé, une visite guidée du village d'Aguemoune Nath Amar, lauréat du premier prix du concours des villages et quartiers les plus propres organisé par l'APW de Béjaïa, sera proposée aux participants.

## Vague de chaleur

### Vigilance orange sur cinq wilayas de l'Est à partir de jeudi

Une vague de chaleur est attendue sur cinq wilayas de l'Est du pays, à partir de jeudi, indique mercredi un bulletin météorologique spécial (BMS), émis par l'Office national de la météorologie. De niveau de vigilance orange, le BMS-canicule concerne les wilayas de Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba et El Tarf où les températures maximales oscilleront entre 40 et 42 degrés, atteignant localement 43 à 44 degrés, alors que les minimales varieront entre 25 et 30 degrés tout au long de la validité du bulletin qui s'étale de jeudi à samedi, précise la même source.

## France

### 7 800 hectares dévorés par les feux en 7 jours

Depuis le 1er juillet, près de 7 800 hectares de forêt sont partis en fumée en France, d'après une synthèse des données du système européen d'information sur les incendies, relayée et analysée par l'Agence France-Presse. Ce chiffre approche le double de la surface brûlée sur l'ensemble du mois de juillet 2025. La conjugaison d'une chaleur persistante et de vents renforcés maintient un niveau d'alerte maximal sur la moitié sud du pays. Les autorités et les services de lutte contre les incendies restent en alerte, appelant à la vigilance citoyenne alors que la saison s'annonce particulièrement dangereuse pour les espaces boisés.

## La jeunesse socialiste brésilienne réaffirme son soutien au peuple sahraoui

Le 23e Congrès national de l'Union de la jeunesse socialiste brésilienne (UJS), réuni à Rio de Janeiro, a adopté une déclaration politique marquée par une solidarité sans équivoque envers le peuple sahraoui et son droit à l'autodétermination. Les jeunes militants ont appelé publiquement à la fin de l'occupation marocaine et exprimé leur soutien à la cause sahraouie. La présence d'Ahmed Moulay Ali, représentant du Front Polisario au Brésil, a donné une résonance particulière aux travaux du congrès. Ses interventions ont permis de rappeler la longue lutte du peuple

sahraoui pour la liberté et l'indépendance, ainsi que les récents développements de la situation sur le terrain. Le rassemblement international a aussi été l'occasion de rencontres avec plusieurs délégations et personnalités qui ont réitéré leur appui au droit du peuple sahraoui à décider de son avenir. Dans sa déclaration finale, l'UJS dénonce les pratiques qu'elle qualifie de politiques coloniales marocaines depuis 1975 et affirme son soutien « ferme » à la jeunesse et au peuple sahraouis, évoquant des traitements qu'elle qualifie de génocidaires.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :



028 26 99 24

# L'EXPRESS

TERRORISME, NARCOTRAFIC ET IMMIGRATION CLANDESTINE

## L'ANP resserre l'étou

Dans la continuité de ses missions de sécurisation du territoire national, l'Armée nationale populaire a mené, entre le 28 juin et le 7 juillet 2026, une série d'opérations d'envergure.

Ces actions, menées en coordination avec les différents services de sécurité, ont permis d'obtenir des résultats significatifs dans la lutte antiterroriste, la lutte contre la criminalité organisée et la maîtrise des flux migratoires irréguliers. Dans le domaine de la lutte antiterroriste, un élément important a été enregistré avec la reddition, à In Guezzam en 6<sup>e</sup> Région militaire, du terroriste H.S., alias « Boubakeur dit Beka ». Ce dernier s'est présenté aux autorités militaires en possession d'un pistolet-mitrailleur de type Kalachnikov, de munitions et de divers effets. Parallèlement, cinq éléments de soutien aux groupes terroristes ont été appréhendés lors d'opérations distinctes à travers le territoire national. La lutte contre la criminalité organisée et le narcotrafic a également donné des résultats probants. Les détachements de l'ANP, en étroite collaboration avec les services de sécurité, ont intercepté 33 narcotrafiquants et mis en échec plusieurs tentatives d'introduction de stupéfiants en provenance des frontières marocaines. Au total, 213 kilogrammes de kif traité, 1,4 kilogramme de cocaïne et 255 183 comprimés psychotropes ont été saisis. Dans les régions de Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, Illizi, In Salah et In Guezzam, les forces armées ont intensifié les opérations contre l'orpaillage illicite et la contrebande. Ces actions ont conduit à l'arrestation de 308 individus, à la saisie de 27 véhicules, de



203 groupes électrogènes, de 156 matériaux piqueurs, ainsi que de quantités importantes de mélange d'or brut et de pierres précieuses. Par ailleurs, onze autres personnes ont été interpellées, tandis que trois fusils de chasse, 31 485 litres de carburant et cinq tonnes de denrées alimentaires destinés à la contrebande ont été saisis. Sur le volet de la lutte contre l'immigration clandestine, les Gardes-côtes ont fait preuve d'une grande réactivité en dé-

jouant plusieurs tentatives d'émigration irrégulière et en procédant au sauvetage de 208 individus à bord d'embarcations de fortune. Au total, 333 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés sur l'ensemble du territoire national. Ces résultats illustrent, une fois encore, la détermination des Forces armées à préserver la sécurité du pays, à protéger ses frontières et à lutter sans relâche contre toutes les formes de criminalité. **B. B.**

## UN HUMANITAIRE ÉGYPTIEN TUÉ À GAZA

### La solidarité aussi est une cible



L'assassinat de Mohammed Fawaz Al-Wahidi, directeur des relations publiques du Comité égyptien à Gaza, lors d'un raid israélien mardi soir dans le quartier d'Al-Sabra, a provoqué une vague d'indignation. Alors qu'il se déplaçait pour une mission humanitaire, sa voiture a été visée par un bombardement, puis pourchassée par un drone après une première frappe. Al-Wahidi, surnommé « Abou Souhaïb », était connu pour son engagement sans faille auprès des habitants de Gaza, coordonnant secours et activités communautaires dans des conditions extrêmes. Des centaines de personnes ont accompagné son cortège funéraire, témoignant de l'affection et du respect qu'il inspirait. Son meurtre, survenu alors que des espaces publics

étaient aménagés pour permettre aux Gazaouis de regarder le match Égypte-Argentine, a été interprété comme un acte délibéré visant non seulement une personne, mais aussi toute velléité de normalité et de joie dans l'enclave assiégée. Pour le Centre palestinien des droits de l'homme et des juristes comme Mohammed Mahmoud Mehran, il s'agit d'une violation flagrante du droit international, s'inscrivant dans une politique systématique de ciblage des civils et des travailleurs humanitaires. Cette nouvelle tragédie, des appels ont été lancés pour une enquête internationale et la fin de l'impunité, alors que les frappes et les destructions continuent de s'abattre sur Gaza, aggravant une crise humanitaire déjà dramatique. ■